

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/48623]

**7 DÉCEMBRE 2023. — Décret modifiant le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives*

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'article 1.3-1 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° Achat de programme : toute acquisition, par un éditeur de services ou pour son compte, d'un droit de diffusion sur un programme produit par au moins un producteur indépendant établi dans un État membre de l'Union européenne et qui en assure la production déléguée, à l'exclusion des communications commerciales ; ».

2° un point 3°/1 est inséré, rédigé comme suit : « 3°/1 Boucle locale : un canal physique utilisé par les signaux de transmission qui relie le point de terminaison du réseau à un répartiteur ou à toute autre installation équivalente du réseau de communications électroniques fixe ; ».

3° le point 6° est remplacé par ce qui suit : « 6° Commande de programme : la commande par un éditeur de services d'un programme, à l'exclusion des communications commerciales, produit ou coproduit par au moins un producteur indépendant établi dans un État membre de l'Union européenne qui en assure la production déléguée. Les programmes suivants sont exclus de cette définition :

- a) les œuvres audiovisuelles ;
- b) les programmes ayant pour objet principal la communication commerciale ;
- c) les programmes impliquant une participation financière de l'utilisateur dans le cadre de son interaction avec ces programmes ;
- d) les jeux où des candidats subissent des épreuves en vue de gagner un prix ;
- e) les programmes d'actualités ;
- f) les programmes de télé-réalité, entendus comme les programmes consistant à filmer la vie quotidienne de personnes sélectionnées pour y participer ;
- g) les retransmissions de compétitions sportives.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les programmes exclus aux d) à f) peuvent être considérés comme entrant dans la définition de commande de programme lorsque leur objet principal consiste à mettre en valeur soit des artistes dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, soit le patrimoine culturel de ces régions ; ».

4° des points 6°/1 à 6°/4 sont insérés entre les points 6° et 7°, rédigés comme suit : « 6°/1 Communication commerciale : toute forme de message qui est conçu pour promouvoir ou vendre, directement ou indirectement, les marchandises, les services ou l'image d'une personne physique ou morale qui exerce une activité économique. Ces messages sont insérés dans un service de médias audiovisuels ou dans un service de partage de vidéos moyennant paiement ou autre contrepartie, ou à des fins d'autopromotion. La communication commerciale comprend notamment la communication commerciale interactive, la communication commerciale par écran partagé, la publicité ciblée, la publicité virtuelle, le parrainage, le télé-achat, l'autopromotion et le placement de produit ;

6°/2 Communication commerciale interactive : toute communication commerciale insérée dans un service de médias audiovisuels ou dans un service de partage de vidéos permettant grâce à une voie de retour, de renvoyer les utilisateurs – qui en font la demande individuelle par le biais d'une insertion dans le service d'un moyen électronique d'accès – à un nouvel environnement publicitaire, promotionnel ou commercial ;

6°/3 Communication commerciale par écran partagé : toute communication commerciale diffusée parallèlement à la diffusion d'un programme télévisuel ou d'une vidéo créée par l'utilisateur par division spatiale de l'écran ;

6°/4 Communication commerciale clandestine : la présentation verbale ou visuelle de marchandises, de services, du nom, de la marque ou des activités d'un producteur de marchandises ou d'un prestataire de services dans des programmes ou des vidéos créées par l'utilisateur lorsque cette présentation est faite de façon intentionnelle par l'éditeur de services ou le fournisseur de services de partage de vidéos, dans un but publicitaire ou de vente et risque d'induire le public en erreur sur la nature d'une telle présentation. Une présentation est considérée comme intentionnelle notamment lorsqu'elle est faite moyennant paiement ou autre contrepartie ; ».

5° le point 8° est remplacé par ce qui suit : « 8° Coproduction d'œuvre audiovisuelle : la production d'une œuvre audiovisuelle par un éditeur de services ou un distributeur de services et au moins un producteur indépendant établi dans un État membre de l'Union européenne et qui en assure la production déléguée ; ».

6° un point 11°/1 est inséré entre les points 11° et 12°, rédigés comme suit : « 11°/1 Développement : les étapes de préparation d'une œuvre audiovisuelle ou d'un programme en amont de sa production qui sont la réécriture, le script-doctoring, le coaching, les travaux de recherche, le précasting, la préparation du financement, la budgétisation, les repérages et l'élaboration de la stratégie de promotion et de distribution, étant précisé que les dépenses de développement incluent les dépenses liées aux tournages des pilotes ; ».

7° dans le point 14°, le terme « notamment » est abrogé.

8° le point 23° est remplacé par ce qui suit : « œuvre audiovisuelle d'initiative belge francophone : œuvre audiovisuelle qui répond aux critères culturels, artistiques et techniques déterminées par le Gouvernement en application du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle ; ».

9° des points 33°/1 à 33°/4 sont insérés entre les points 33° et 34°, rédigés comme suit : « 33°/1 Parrainage : toute contribution sous forme de paiement ou autre contrepartie d'une institution ou d'une entreprise, publique ou privée, ou d'une personne physique n'exerçant pas d'activité d'éditeur de services, de fournisseur de services de partage de vidéos ou de production de programmes, au financement de services de médias audiovisuels, de services de partage de vidéos, de vidéos créées par les utilisateurs ou de programmes dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités, ses réalisations ou ses produits ;

33°/2 Placement de produit : insertion d'un produit, d'un service ou de leur marque, ou référence à ce produit, ce service ou à leur marque, dans un programme ou une vidéo créée par l'utilisateur, moyennant paiement ou autre contrepartie ;

33°/3 Plateforme de distribution fermée : plateforme de distribution de services de médias audiovisuels, dont l'accès par un éditeur de services nécessite un accord préalable du distributeur de services responsable de cette plateforme. Dans le cas où l'éditeur de services est son propre distributeur, les services de médias audiovisuels qu'il édite et distribue sont considérés comme étant fournis par le biais d'une plateforme de distribution fermée si l'accès au réseau de communications électroniques nécessite un accord préalable de l'opérateur de réseau ou l'obtention d'une capacité sur des réseaux hertziens.

33°/4 Plateforme de distribution ouverte : la plateforme de distribution de services de médias audiovisuels, dont l'accès par un éditeur de services ne nécessite aucun accord préalable de la part d'un quelconque distributeur de services ou d'un opérateur de réseau ; ».

10° le point 34° est remplacé par ce qui suit : « Préachat d'œuvre audiovisuelle : toute acquisition, par un éditeur de services ou un distributeur de services, d'un droit de diffusion d'une œuvre audiovisuelle à réaliser et coproduite par au moins un producteur indépendant établi dans un État membre de l'Union européenne et qui en assure la production déléguée ».

11° un point 35°/1 est inséré entre les points 35° et 36°, rédigé comme suit : « 35°/1 Producteur délégué : le producteur responsable de la fabrication de l'œuvre audiovisuelle ou du programme, qui en garantit la bonne fin tant financière que technique par la partie des obligations qui lui incombent par contrat ».

12° des points 40°/1 à 40°/4 sont insérés entre les points 40° et 41°, rédigés comme suit : « 40°/1 Publicité : toute forme de message inséré dans un service de médias audiovisuels ou dans un service de partage de vidéos moyennant paiement ou autre contrepartie par une institution ou une entreprise publique ou privée ou une personne physique dans le cadre d'une activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la fourniture contre paiement de biens ou de services y compris les biens immeubles, les droits et les obligations ;

40°/2 Publicité ciblée : publicité proposée à un destinataire déterminé ou un groupe de destinataires sur la base d'un traitement de données à caractère personnel ;

40°/3 Publicité virtuelle : publicité incrustée dans l'image ou remplaçant une publicité présente sur le lieu d'un événement, par le biais d'un système d'imagerie électronique modifiant le signal diffusé ;

40°/4 Puissance apparente rayonnée : le produit de la puissance fournie à l'extrémité de l'antenne par son gain par rapport à un doublet demi-onde dans une direction donnée ; ».

13° des points 42°/1 à 42°/3 sont insérés entre les points 42° et 43°, rédigés comme suit : « 42°/1 Radio en réseau : le service sonore privé qui dispose d'un réseau de radiofréquences pour une diffusion en mode analogique ou d'un droit d'usage d'un réseau de radiofréquences ayant une zone de service théorique communautaire, pluriprovinciale ou provinciale pour une diffusion en mode numérique ;

42°/2 Radio indépendante : le service sonore privé qui dispose dans son autorisation initiale d'une seule radiofréquence pour une diffusion en mode analogique ou d'un droit d'usage d'une radiofréquence ou d'un réseau de radiofréquences ayant une zone de service locale pour une diffusion en mode numérique ;

42°/3 Radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente : la radio indépendante qui :

a) diffuse un volume minimum d'heures, de programmes d'actualités, d'éducation permanente, de développement culturel et de participation citoyenne, dont une partie en production propre et des œuvres de création radiophonique. Ce volume est déterminé par le Gouvernement ;

b) a recourt principalement au bénévolat ;

c) associe des bénévoles dans ses organes de gestion ;

d) ne recourt pas à la publicité ou dispose de revenus publicitaires limités dont le montant maximal est déterminé par le Gouvernement ; ».

14° le point 53° est abrogé.

**Art. 2.** Dans les articles 2.3-2, § 3, et 2.4-2, § 3, du même décret, les mots « concernant l'application des paragraphes 1 et 2. » sont chaque fois insérés entre le mot « utilisateurs » et le mot « Ce ».

**Art. 3.** Dans l'article 2.5-2 du même décret, un paragraphe 2/1 est inséré entre les paragraphes 2 et 3, rédigé comme suit : « § 2/1. Tout fournisseur de services de partage de vidéos doit instaurer un mécanisme interne de règlement des litiges avec ses utilisateurs concernant l'application des paragraphes 1 et 2. Ce mécanisme doit permettre un règlement impartial des litiges et ne prive pas l'utilisateur des voies de recours ordinaires. ».

**Art. 4.** Dans l'article 3.1.1-2 du même décret, le quatrième et dernier alinéa est abrogé.

**Art. 5.** Dans les articles 3.1.2-1, 3.1.3-3, 3.1.3-7, 3.1.3-8, 3.1.3-12, 3.2.2-3, 3.3-1, 3.4-1, 3.5.1-1, 3.5.1-2, 3.5.2-2, 3.5.3-1, 4.2.1-3, 5.7-1, 6.1.2-1, 6.2.2-2, 9.1.2-3, 9.2.2-3, 9.2.3-1 et 9.2.3-2 du même décret, les mots « envoi postal et recommandé » sont chaque fois remplacés par les mots « voie électronique avec accusé de réception ».

**Art. 6.** Dans l'article 3.1.2-1 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « articles 8.2.1-14 à 8.2.1-22 » sont remplacés par les mots « 3.5.0-14 à 3.5.0-22 » ;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit : « Par dérogation au paragraphe 2, les formalités administratives de déclaration peuvent être assouplies pour les éditeurs de services de médias audiovisuels distribués sur plateforme de distribution ouverte. » ;

3° un point est ajouté à la fin de l'alinéa 2 du paragraphe 3.

**Art. 7.** Dans l'article 3.1.3-1 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les alinéas 2 à 5 sont abrogés ;

2° dans le paragraphe 3, les mots « 8.2.1-5 à 8.2.1-12 » sont remplacés par les mots « 3.5.0-5 à 3.5.0-12 ».

**Art. 8.** Dans l'article 3.1.3-2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « 8.2.1-7 » est chaque fois remplacé par le mot « 3.5.0-7 » ;

2° le mot « 8.2.1-11 » est chaque fois remplacé par le mot « 3.5.0-11 ».

**Art. 9.** Dans l'article 3.1.3-3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1, les mots « 8.2.1-7 ou 8.2.1-11 » sont remplacés par les mots « 3.5.0-7 ou 3.5.0-11 » ;

2° dans le paragraphe 3, 7°, les mots « 3.1.3-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 » sont remplacés par le mot « 1.3-1, 42°/3 ».

**Art. 10.** Dans l'article 3.1.3-4, § 2, du même décret, le mot « 3.1.3-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 » est chaque fois remplacé par le mot « 1.3-1, 42°/3 ».

**Art. 11.** Dans l'article 3.1.3-7, du même décret, le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit : « § 5. Le titulaire de l'autorisation est tenu d'adresser chaque année, pour le 30 juin, au Collège d'autorisation et de contrôle :

1° un rapport d'activités de l'année écoulée. Ce rapport comprend, notamment, les éléments, dont les listes de diffusion d'œuvres musicales, permettant de vérifier le respect des obligations décrétales et du cahier des charges de l'appel d'offres ainsi que des engagements inscrits dans la fiche descriptive du service sonore. Par dérogation, les radios indépendantes sont tenues de remettre le rapport d'activités de l'année écoulée au cours des trois premières années et ensuite tous les deux ans. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut faire des vérifications ponctuelles lors des périodes non couvertes par la remise du rapport;

2° les bilan et comptes annuels de la société ou de l'association sans but lucratif arrêtés au 31 décembre de chaque année ;

3° un rapport sur la santé financière de la société ou de l'association sans but lucratif, comprenant notamment le chiffre d'affaires publicitaire, la situation de l'emploi et, s'il échet, la liste des exploitants ainsi que leur bilan et compte de résultats ;

4° s'il échet, un rapport montrant en quoi le titulaire de l'autorisation a pu justifier le maintien de sa qualité de radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente. ».

**Art. 12.** Dans l'article 3.1.3-8, § 3, du même décret, l'alinéa 1 est remplacé par ce qui suit : « Par dérogation au paragraphe 2, les formalités administratives de déclaration peuvent être assouplies pour les éditeurs de services de médias sonores distribués sur plateforme de distribution ouverte. ».

**Art. 13.** Dans l'article 3.1.3-12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa 2 est inséré à l'article 3.1.3-12, § 1<sup>er</sup>, rédigé comme suit : « Par « radio d'école », il faut entendre la radio disposant d'une seule fréquence qui est éditée par une école fondamentale, une école secondaire ou par une haute école disposant d'un département axé sur la communication ou la formation pédagogique, organisée ou subventionnée par la Communauté française. » ;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 6, les mots « 8.2.1-5 à 8.2.1-8 et 8.2.1-11 » sont remplacés par les mots « 3.5.0-5 à 3.5.0-8 et 3.5.0-11 » ;

3° l'alinéa 7 ancien du paragraphe 1<sup>er</sup> est abrogé ;

4° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 9, le mot « 8.2.1-9 » est remplacé par le mot « 3.5.0-9 » ;

5° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 10, le mot « 8.2.1-2, § 2 » est remplacé par le mot « 3.5.0-2, § 2 » ;

6° dans le paragraphe 2, le mot « auprès » est remplacé les mots « par voie électronique avec accusé de réception auprès des services ».

**Art. 14.** Dans l'article 3.2.1-1 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « éditeurs de services de médias audiovisuels de proximité, ci-après dénommés » sont abrogés ;

2° les guillemets autour de « médias de proximité » sont abrogés ;

3° un point est ajouté à la fin de l'alinéa 1.

**Art. 15.** L'article 3.2.1-4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit : « Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, une coproduction assurée par un média de proximité est assimilée à de la production propre, proportionnellement au budget réellement engagé par celle-ci.

Les programmes de radio filmée ou assimilés ne sont pas comptabilisables en tant que production propre. ».

**Art. 16.** Dans l'article 3.2.2-3, § 2, du même décret, un alinéa 5 est inséré, rédigé comme suit : « La subvention de fonctionnement ainsi calculée inclut, pour un montant de 10.583 euros, par poste de permanent, une partie de la subvention forfaitaire annuelle prévue dans le cadre du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française. Ce montant est indexé annuellement en fonction du rapport entre l'indice santé applicable au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice concerné avec celui applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2022. ».

**Art. 17.** L'article 3.2.3-3 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 3.2.3-3. Nul ne peut être désigné en qualité d'administrateur ou d'observateur du Gouvernement s'il exerce un mandat, une fonction ou un emploi au sein d'un éditeur de services, d'un distributeur de services, d'un opérateur de réseau, d'un organe de presse écrite ou d'une société de droit privé ou de droit public qui a pour objet une activité similaire pour autant que ce mandat, cette fonction ou cet emploi soit susceptible de provoquer un conflit d'intérêts avec ceux du média de proximité concerné. ».

**Art. 18.** Dans l'article 3.2.4-1, § 1<sup>er</sup>, du même décret, un alinéa 2 est inséré, rédigé comme suit : « La subvention de fonctionnement ainsi calculée inclut, pour un montant de 10.583 euros, par poste de permanent, une partie de la subvention forfaitaire annuelle prévue dans le cadre du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française. Ce montant est indexé annuellement en fonction du rapport entre l'indice santé applicable au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice concerné avec celui applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2022. ».

**Art. 19.** Le paragraphe 4 de l'article 3.2.4-1 du même décret est remplacé par ce qui suit : « § 4. Les subventions de fonctionnement des médias de proximité sont indexées annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation du mois de janvier. ».

**Art. 20.** Dans l'article 3.4-1, § 1<sup>er</sup>, du même décret, un alinéa 2 est inséré, rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la RTBF, les médias de proximité et les éditeurs de services sonores privés diffusés par voie hertzienne terrestre analogique ne sont pas soumis aux dispositions du présent article pour ce qui concerne la distribution de leurs propres services. ».

**Art. 21.** Dans le même décret, un article 3.4-2 est inséré entre les articles 3.4-1 et le titre V du livre III, rédigé comme suit : « Art. 3.4-2. Les opérateurs de réseau par voie hertzienne terrestre numérique visés aux articles 3.5.0-12, §§ 3 à 5, et 3.5.0-19, §§ 4 à 7, sont considérés comme des distributeurs de services, à l'exception des services dont la distribution est prise en charge par l'éditeur de ces services ou par une société tierce qu'il a désignée.

Les sociétés visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> effectuent une déclaration conformément à l'article 3.4-1. ».

**Art. 22.** Dans le livre III, titre V du même décret, il est inséré un chapitre liminaire intitulé « CHAPITRE LIMINAIRE : des opérateurs de réseau par voie hertzienne terrestre ».

**Art. 23.** Dans le livre III, titre V, chapitre liminaire, inséré par l'article 22, il est inséré une section première intitulée « SECTION PREMIERE : Des règles communes ».

**Art. 24.** Dans la section première insérée par l'article 23, il est inséré un article 3.5.0-1 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-1. Sauf ce qui est prévu pour la diffusion de services télévisuels en mode analogique, le Gouvernement arrête les listes des radiofréquences attribuables à chaque catégorie de services de médias audiovisuels visées dans la présente section.

Le Gouvernement arrête les listes des radiofréquences dans le respect des normes techniques fédérales en la matière. À défaut, le Gouvernement se conforme aux normes internationales en la matière. Le Gouvernement peut fixer des normes dans le respect des normes précitées.

Les émissions des services de médias audiovisuels sont protégées dans leurs zones de service respectives contre les brouillages provenant des émissions d'autres services de médias audiovisuels suivant les normes visées à l'alinéa 2. ».

**Art. 25.** Dans la même section première, il est inséré un article 3.5.0-2 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-2. § 1<sup>er</sup>. Selon les cas, le Collège d'autorisation et contrôle autorise l'usage et assigne les radiofréquences selon la liste arrêtée par le Gouvernement.

L'assignation de la radiofréquence fait l'objet d'une autorisation délivrée pour une durée de neuf ans et emporte l'usage de toutes les caractéristiques techniques y afférentes. L'autorisation est incessible.

Par dérogation à l'alinéa 2, dans le cas d'assignation de radiofréquences pour la diffusion de services sonores privés en mode numérique terrestre, l'échéance de cette autorisation correspond à l'échéance des autorisations du ou des services sonores que l'opérateur de réseau diffuse.

Toute autorisation est automatiquement frappée de caducité si la radiofréquence n'a pas été utilisée pendant une durée de six mois consécutifs. Ce délai peut être prorogé par période de six mois par le Collège d'autorisation et de contrôle, sur demande du titulaire de l'autorisation introduite au plus tard un mois avant l'arrivée du terme de l'échéance, s'il est établi qu'une ou plusieurs contraintes, qui lui sont extérieures et irrésistibles, l'empêchent d'utiliser la radiofréquence. Cette faculté de prorogation n'a ni pour objet ni pour effet de prolonger la durée de l'autorisation visée à l'alinéa 2.

L'opérateur de réseau est tenu d'informer le CSA de la première mise en route de la radiofréquence ainsi que de toute interruption et de toute reprise de son usage. À défaut de telles notifications, la radiofréquence est présumée non utilisée.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Collège d'autorisation et de contrôle peut assigner des radiofréquences, en mode analogique, à titre provisoire à des personnes morales, après examen des possibilités techniques par les services du Gouvernement. Seules les radiofréquences examinées et proposées par les services du Gouvernement peuvent être assignées.

Les radiofréquences ne peuvent être assignées qu'à des fins de couverture, par un service spécifique, d'un événement à caractère culturel, sportif, scientifique ou d'intérêt général. Dans ce cadre, le Collège d'autorisation et de contrôle examine notamment l'opportunité d'octroyer la radiofréquence en fonction de sa zone de couverture et du lieu de l'événement couvert.

L'acte d'assignation comporte les caractéristiques techniques d'utilisation de la radiofréquence, l'objet pour lequel la radiofréquence est assignée à titre provisoire ainsi que la durée maximale d'utilisation de la radiofréquence qui ne peut pas dépasser 30 jours. Par dérogation, le Collège d'autorisation et de contrôle peut accorder une autorisation d'une durée de 90 jours en fonction du temps d'allumage d'antenne.

La demande doit être introduite au plus tard 60 jours avant la diffusion du service spécifique et comprendre au minimum :

- 1° la dénomination de la personne morale ;
- 2° l'adresse du siège social et du siège d'exploitation de la personne morale ;
- 3° les statuts de la personne morale ;
- 4° le lieu et la description de l'événement à couvrir ainsi que la zone de couverture envisagée ;
- 5° les dates de diffusion du service spécifique ainsi que la justification de la durée demandée.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut assigner des radiofréquences à titre provisoire à des personnes morales disposant de compétences techniques avérées à des fins de tests destinés à contribuer à la recherche d'une utilisation efficiente du spectre radioélectrique, notamment dans le cadre du développement de nouvelles technologies de diffusion. La durée totale de cette assignation provisoire à des fins de tests ne peut excéder dix-huit mois. Le Gouvernement peut également assigner des radiofréquences à des organismes internationaux qui œuvrent pour la sécurité publique dans le cadre de l'intérêt général.

§ 4. En rémunération de la concession par la Communauté française de l'usage de ses radiofréquences et des services liés à la gestion de cet usage, une redevance annuelle peut être perçue par le Gouvernement auprès de chaque opérateur de réseau. Le Gouvernement fixe le montant de la redevance qui doit avoir un caractère indemnitaire de sorte qu'un rapport raisonnable doit exister entre la valeur du service fourni et le montant de celle-ci.

§ 5. L'opérateur de réseau doit garantir la conformité de ses installations techniques avec les caractéristiques techniques des radiofréquences qui lui sont assignées.

Lorsque l'opérateur de réseau reçoit son autorisation, il complète une fiche technique qui mentionne les éléments suivants :

- 1° la puissance à la sortie du ou des appareils émetteurs ;

- 2° le type et les caractéristiques de la ou des antennes, en ce compris l'orientation, le gain, le diagramme directionnel ainsi que le détail de sa composition (nombre et nature des éléments) ;
- 3° le type et la longueur du câble utilisé ;
- 4° le type de tout équipement inséré entre l'émetteur et l'antenne ;
- 5° la perte de puissance globale dans le système d'alimentation de l'antenne ;
- 6° le code PI (Program Identification) utilisé.

La fiche technique est transmise au Collège d'autorisation et de contrôle pour vérification du respect des caractéristiques de l'autorisation. Au besoin, le Collège d'autorisation et de contrôle impose des modifications aux éléments mentionnés dans la fiche technique.

Lorsque l'opérateur de réseau souhaite modifier un ou des éléments de la fiche technique, il en informe préalablement le Collège d'autorisation et de contrôle pour vérification.

Le CSA transmet une copie de la fiche technique au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. ».

**Art. 26.** Dans la même section première, il est inséré un article 3.5.0-3 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-3. Tout changement, en ce compris un échange de radiofréquences, ou toute modification de radiofréquence doit être autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle.

Lorsqu'il est saisi d'une demande en ce sens et après vérification de la compatibilité technique de cette demande par les services du Gouvernement, le Collège d'autorisation et de contrôle lance une consultation publique sur la demande. Tout opérateur de réseau autorisé ainsi que toute personne justifiant d'un intérêt à agir peut communiquer, dans le mois, au Collège d'autorisation et de contrôle tout motif pouvant justifier le refus de la demande.

En cas de décision positive du Collège d'autorisation et de contrôle, le titre d'autorisation est adapté. ».

**Art. 27.** Dans la même section première, il est inséré un article 3.5.0-4 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-4. § 1<sup>er</sup>. À la demande du Gouvernement, le Collège d'autorisation et de contrôle peut changer ou modifier une radiofréquence assignée chaque fois qu'il convient :

- 1° d'assurer une protection efficace contre les interférences possibles avec d'autres services de radiocommunications, notamment dans le voisinage des aérodromes et des voies aériennes ;
- 2° d'éviter les perturbations entre différents services de médias audiovisuels.

§ 2. Cette modification, ainsi que toute autre autorisée en vertu de l'article 3.5.0-3, ou toute modification apportée en général aux éléments inscrits sur le titre d'autorisation ou la fiche technique, fait l'objet d'un avenant. Ce dernier est communiqué par le Collège d'autorisation et de contrôle au titulaire de la radiofréquence concernée ainsi qu'aux services du Gouvernement et aux services de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. ».

**Art. 28.** Dans le livre III, titre V, chapitre liminaire, inséré par l'article 22, il est inséré une section II intitulée « SECTION II : Des services sonores privés en mode analogique ».

**Art. 29.** Dans la section II insérée par l'article 28, il est inséré un article 3.5.0-5 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-5. L'usage de radiofréquences pour la diffusion de services sonores en mode analogique par voie hertzienne terrestre est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente section. ».

**Art. 30.** Dans la même section II, il est inséré un article 3.5.0-6 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-6. Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuables à la diffusion de services sonores en mode analogique conformément à l'article 3.5.0-1, le Gouvernement arrête :

- 1° la liste des radiofréquences assignables aux radios indépendantes ;
- 2° le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences assignables qui les composent. ».

**Art. 31.** Dans la même section II, il est inséré un article 3.5.0-7 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-7. Le Gouvernement publie un appel d'offres au *Moniteur belge* et sur le site internet du CSA.

L'appel d'offres comprend les éléments suivants :

- 1° la liste des radiofréquences assignables aux radios indépendantes et aux radios en réseau conformément à la répartition établie par l'arrêté visé à l'article 3.5.0-6 ;
- 2° les cahiers des charges des radios indépendantes et des radios en réseau tel qu'établis en vertu de l'article 3.1.3-2 ;
- 3° le montant de la redevance visée à l'article 3.5.0-2, § 4. À défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due pour la durée des autorisations qui seront octroyées dans le cadre de l'appel d'offres ;
- 4° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites ;
- 5° sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle ou d'initiative, les critères et leur pondération éventuelle à utiliser par le Collège pour apprécier les candidatures conformément à l'article 3.1.3-4.

Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités dans l'appel d'offres sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle ou dispenser les demandeurs du dépôt de certains documents visés à l'article 3.1.3-3, §§ 2 à 4, lorsqu'ils ont déjà répondu à d'autres appels d'offres pour le même service sonore. ».

**Art. 32.** Dans la même section II, il est inséré un article 3.5.0-8 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-8. L'instruction des demandes est effectuée conformément aux articles 3.1.3-3 et 3.1.3-4.

Le Collège d'autorisation et de contrôle assigne une radiofréquence à chaque radio indépendante et un réseau de radiofréquences à chaque radio en réseau. Il peut améliorer la zone de service des radios indépendantes et des radios en réseau par une ou des radiofréquences de réémission sans décrochage, après examen des possibilités techniques par les services du Gouvernement.

Lorsqu'il identifie de nouvelles disponibilités de radiofréquences, le Gouvernement peut modifier l'arrêté visé à l'article 3.5.0-6 afin de compléter la zone de service théorique d'une radio en réseau par de nouvelles radiofréquences.

En cas de faillite de l'éditeur de services, la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences revient à la Communauté française dès que le jugement déclaratif de faillite est passé en force de chose jugée. ».

**Art. 33.** Dans le livre III, titre V, chapitre liminaire, inséré par l'article 22, il est inséré une section III intitulée « SECTION III : Des services sonores privés en mode numérique ».

**Art. 34.** Dans la section III insérée par l'article 33, il est inséré un article 3.5.0-9 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-9. L'usage de radiofréquences pour la diffusion de services sonores en mode numérique par voie hertzienne terrestre est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente section. ».

**Art. 35.** Dans la même section III, il est inséré un article 3.5.0-10 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-10. Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuables à la diffusion de services sonores en mode numérique conformément à l'article 3.5.0-1, le Gouvernement arrête :

- 1° la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes avec la répartition des capacités en kbps ;
- 2° le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui composent avec la répartition des capacités en kbps. ».

**Art. 36.** Dans la même section III, il est inséré un article 3.5.0-11 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-11. Le Gouvernement publie un appel d'offres au *Moniteur belge* et sur le site internet du CSA.

L'appel d'offres comprend les éléments suivants :

- 1° la liste des radiofréquences utilisables avec la répartition des capacités en kps par les radios indépendantes et par les radios en réseau conformément à la répartition établie par l'arrêté visé à l'article 3.5.0-10 ;
- 2° les cahiers des charges des radios indépendantes et des radios en réseau tel qu'établis en vertu de l'article 3.1.3-2 ;
- 3° le montant de la redevance visée à l'article 3.5.0-2, § 4. À défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due par l'opérateur de réseau pour la durée des autorisations qui seront octroyées dans le cadre de l'appel d'offres ;
- 4° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites ;
- 5° sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle ou d'initiative, sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle, les critères et leur pondération éventuelle à utiliser par le Collège pour apprécier les candidatures conformément à l'article 3.1.3-4.

Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités dans l'appel d'offres sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle ou dispenser les demandeurs du dépôt de certains documents visés à l'article 3.1.3-3, §§ 2 à 4, lorsqu'ils ont déjà répondu à d'autres appels d'offres pour le même service sonore. ».

**Art. 37.** Dans la même section III, il est inséré un article 3.5.0-12 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-12. § 1<sup>er</sup>. L'instruction des demandes est effectuée conformément aux articles 3.1.3-3 et 3.1.3-4.

Le Collège d'autorisation et de contrôle délivre un droit d'usage de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences à chaque radio indépendante et à chaque radio en réseau. Il peut améliorer la zone de service des radios indépendantes et des radios en réseau par une ou des radiofréquences de réémission sans décrochage, après examen des possibilités techniques par les services du Gouvernement.

Le Gouvernement peut modifier l'arrêté visé à l'article 3.5.0-10 afin de compléter la zone de service théorique d'une radio en réseau par de nouvelles radiofréquences.

En cas de faillite de l'éditeur de services, l'usage de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences revient à la Communauté française dès que le jugement déclaratif de faillite est coulé en force de chose jugée.

§ 2. Les éditeurs de services titulaires d'un droit d'usage d'une même radiofréquence ou d'un même réseau de radiofréquences peuvent proposer, sur la base d'un accord conclu avec au moins 80 % de ces éditeurs de services, le cas échéant avec la RTBF lorsque celle-ci dispose également de capacités sur cette radiofréquence ou ce réseau de radiofréquences, au Collège d'autorisation et de contrôle une société chargée d'assurer les opérations techniques nécessaires à la réseau de radiofréquences concerné.

L'appel d'offres est publié au *Moniteur belge* et comprend les éléments suivants :

- 1° la ou les radiofréquences assignables et la liste des services sonores qui disposent d'un droit d'usage desdites radiofréquences avec leurs capacités respectives ;
- 2° les éventuelles capacités de la ou des radiofréquence(s) assignable(s) pouvant être utilisée(s) pour la transmission de données ;
- 3° la transmission des services sonores concernés.

§ 3. À défaut d'une proposition des éditeurs de services conforme au paragraphe 2, le Gouvernement peut lancer un appel d'offres pour la radiofréquence ou le montant de la redevance visée à l'article 3.5.0-2, § 4. À défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due pour la durée de l'autorisation qui sera octroyée dans le cadre de l'appel d'offres ;

- 4° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

§ 4. Les candidatures à l'appel d'offres visé au paragraphe précédent sont introduites par voie électronique avec accusé de réception auprès du président du CSA dans le délai fixé par l'appel d'offres. Elles comportent les éléments suivants :

- 1° la forme juridique du candidat, ainsi que, le cas échéant, la composition de son capital et de ses organes dirigeants ;
- 2° l'adresse de son siège social et de son siège d'exploitation si celui-ci diffère de son siège social ;
- 3° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques, en ce inclus, s'il échet, l'accès au système d'accès conditionnel ;
- 4° un plan financier établi sur une période de minimum 3 ans ;
- 5° les caractéristiques techniques de mise en forme du signal, de sa transmission et de sa diffusion.

§ 5. Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les candidatures dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offre. Il apprécie les candidatures notamment au regard des éléments suivants :

- 1° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques ;
- 2° l'expérience des candidats dans le domaine de la transmission de signaux de services de médias audiovisuels.

§ 6. Dans le cas où la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences est déjà mis en partie à la disposition de la RTBF, cette dernière peut être désignée par le Gouvernement comme l'opérateur de réseau de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences en question.

§ 7. Le Collège d'autorisation et de contrôle autorise l'opérateur de réseau visé aux paragraphes 2 à 5 et lui assigne la ou les radiofréquences correspondantes.

Le titre d'autorisation mentionne :

1° l'identité du titulaire ;

2° l'adresse du siège social du titulaire ;

3° la ou les radiofréquences assignées et la liste des services sonores qui disposent d'un droit d'usage desdites radiofréquences avec leurs capacités respectives ;

4° les éventuelles capacités pour la transmission de données ;

5° la date de prise de cours de l'autorisation.

L'autorisation n'est pas remise en cause par la délivrance d'une nouvelle autorisation d'un droit d'usage conformément à la procédure visée aux articles 3.1.3-2 à 3.1.3-4.

§ 8. L'opérateur de réseau doit garantir l'accès aux opérations techniques à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires.

§ 9. Par dérogation à l'article 3.5.0-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, lorsque les autorisations visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 7 ont été délivrées, le Collège d'autorisation et de contrôle fixe, par avenant à l'autorisation d'usage de l'éditeur de services visé à l'article 3.1.3-7, la date à laquelle l'éditeur est tenu de diffuser son service. Cette date est déterminée en concertation avec l'éditeur de services et l'opérateur de réseau concerné.

§ 10. Le CSA transmet une copie certifiée conforme du titre d'autorisation de l'opérateur de réseau au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. ».

**Art. 38.** Dans le livre III, titre V, chapitre liminaire, inséré par l'article 22, il est inséré une section IV intitulée « SECTION IV : Des services sonores privés en mode analogique et en mode numérique ».

**Art. 39.** Dans la section IV insérée par l'article 38, il est inséré un article 3.5.0-13 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-13. Le Gouvernement peut coupler, dans une procédure commune, l'assignation de radiofréquences pour une diffusion de services sonores en mode analogique et la délivrance d'un droit d'usage de radiofréquences pour une diffusion de services sonores en mode numérique.

Dans ce cas, le Gouvernement publie un appel d'offre qui rassemble les éléments visés aux articles 3.5.0-7 et 3.5.0-11 afin de permettre l'attribution à un même service sonore de radiofréquences pour une diffusion en mode analogique et pour une diffusion en mode numérique. ».

**Art. 40.** Dans le livre III, titre V, chapitre liminaire, inséré par l'article 22, il est inséré une section V intitulée « SECTION V : Des services télévisuels privés en mode numérique ».

**Art. 41.** Dans la section V insérée par l'article 40, il est inséré un article 3.5.0-14 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-14. L'usage de radiofréquences pour la diffusion de services télévisuels en mode numérique par voie hertzienne terrestre est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente section. ».

**Art. 42.** Dans la même section, il est inséré un article 3.5.0-15 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-15. Pour l'application de la présente section, il y a deux catégories de services télévisuels en mode numérique par voie hertzienne terrestre :

1° les services télévisuels numériques destinés à être reçus par le biais d'une antenne fixe ou d'une antenne portable ;

2° les services télévisuels mobiles personnels, destinés à être reçus en mouvement avec une autonomie énergétique complète. ».

**Art. 43.** Dans la même section, il est inséré un article 3.5.0-16 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-16. Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuables à la diffusion de services télévisuels en mode numérique conformément à l'article 3.5.0-1, le Gouvernement arrête, pour chaque catégorie visée à l'article 3.5.0-15, le nombre de services télévisuels, leurs zones de service théoriques et la ou les radiofréquences utilisables qui les composent avec la répartition des capacités en kbps. ».

**Art. 44.** Dans la même section, il est inséré un article 3.5.0-17 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-17. Le Gouvernement publie un appel d'offres au *Moniteur belge*.

L'appel d'offres comprend les éléments suivants :

1° la liste des radiofréquences utilisables par les services télévisuels conformément à la répartition établie par l'arrêté visé à l'article 3.5.0-16 ;

2° le montant de la redevance visée à l'article 3.5.0-2, § 4. À défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due par l'opérateur de réseau pour la durée des autorisations qui seront octroyées dans le cadre de l'appel d'offres ;

3° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites ;

4° sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle ou d'initiative, sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle, les critères et leur pondération éventuelle à utiliser par le Collège pour apprécier les candidatures conformément à l'article 3.5.0-19, § 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités dans l'appel d'offres sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle. ».

**Art. 45.** Dans la même section, il est inséré un article 3.5.0-18 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-18. § 1<sup>er</sup>. Les candidatures à l'appel d'offres sont introduites par voie électronique avec accusé de réception auprès du président du CSA dans le délai fixé par l'appel d'offres.

Le demandeur précise la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences dont il demande l'usage. Le demandeur peut se porter candidat à plusieurs radiofréquences ou réseaux de radiofréquences. Dans ce cas, il énonce et motive ses préférences.

La demande doit être accompagnée des éléments suivants :

1° s'il s'agit d'un candidat qui n'est pas encore déclaré en application de la Sous-section 1 de la Section 1 du Chapitre 2, du Titre 1 du Livre III, toutes les données visées à l'article 3.1.2-1, § 2, à l'exception des 8° et 9° ;

2° s'il s'agit d'un éditeur de services déjà déclaré ou le cas échéant, d'un média de proximité déjà autorisé, dans le cas de la reprise intégrale d'un ou de plusieurs de ses services télévisuels, les données 1° et 5° visées à l'article 3.1.2-1, § 2 ;

3° s'il s'agit d'un éditeur de services disposant d'une autorisation ou de tout acte analogue délivré dans un État membre de l'Union européenne dans le cas de la reprise intégrale d'un ou de plusieurs de ses services télévisuels, toutes les données visées à l'article 3.1.2-1, § 2, à l'exception des 8° et 9°, ainsi qu'une copie de la ou des autorisations correspondantes ou de tout acte analogue ;

4° le cas échéant, les modalités de commercialisation du ou des services concernés, ainsi que tout accord conclu ou envisagé avec un opérateur de système d'accès conditionnel ;

5° les propositions éventuelles du candidat quant au regroupement technique ou commercial de son ou ses services télévisuels avec d'autres services télévisuels édités par des tiers.

§ 2. Dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offres, le président du CSA notifie au candidat la prise en compte de sa demande et en informe le Ministre ainsi que les services du Gouvernement. ».

**Art. 46.** Dans la même section, il est inséré un article 3.5.0-19 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-19. § 1<sup>er</sup>. Le Collège d'autorisation et de contrôle délivre les autorisations d'usage des radiofréquences aux éditeurs de services télévisuels dans un délai de trois mois à dater de la clôture de l'appel d'offres.

Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur l'ensemble des demandes introduites en vertu de l'article 3.5.0-18, § 1<sup>er</sup>, et délivre les autorisations d'usage des radiofréquences en appréciant l'intérêt de chaque demande au regard de la nécessité de garantir le pluralisme et la diversité des expressions culturelles du paysage télévisuel en Communauté française, et des engagements des candidats pris en application de l'article 6.1.1-1, § 3, ou de leur contribution au Centre du cinéma et de l'audiovisuel en application de l'article 6.1.1-1, § 1<sup>er</sup>.

Il tient également le plus grand compte de la cohérence des propositions formulées par les demandeurs en matière de regroupement technique ou commercial des services dans un réseau numérique.

Dans la mesure de leur viabilité financière et économique, il favorise les services ne faisant pas appel à une rémunération de la part des usagers.

Dans le cas d'appels d'offre proposant une radiofréquence ou un réseau de radiofréquences ayant une zone de service théorique pluriprovinciale ou provinciale, il veille à ce que tout média de proximité ayant introduit une candidature pour la reprise intégrale d'un de ses services télévisuels dispose d'une capacité sur la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences ayant une zone de service théorique couvrant la zone de couverture du média de proximité, afin qu'il puisse exercer sa mission de service public conformément à l'article 3.2.1-2.

Le titre d'autorisation mentionne :

1° la dénomination du service télévisuel ;

2° l'identité du titulaire ;

3° l'adresse du siège social du titulaire ;

4° la ou les radiofréquences pour laquelle un droit d'usage est délivré avec sa capacité en kbps ;

5° la date de prise de cours de l'autorisation.

§ 2. Lorsque des autorisations d'usage d'une radiofréquence ou d'un réseau de radiofréquences sont délivrées à des éditeurs de services télévisuels disposant d'une autorisation ou de tout acte analogue délivré dans un État membre de l'Union européenne, les services télévisuels en question sont considérés comme des services télévisuels relevant du présent décret et soumis à toutes ses dispositions.

§ 3. Les autorisations d'usage d'une radiofréquence ou d'un réseau de radiofréquences sont incessibles. La durée d'une autorisation est de maximum neuf ans. Pour les Médias de proximité et les éditeurs visés au paragraphe 2, elle est limitée à la durée de l'autorisation d'éditer le service télévisuel en question sans préjudice du renouvellement éventuel de cette autorisation conformément à la réglementation en vigueur.

Le Gouvernement peut modifier l'arrêté visé à l'article 3.5.0-16 afin de compléter la zone de service théorique d'un service télévisuel par de nouvelles radiofréquences.

En cas de faillite de l'éditeur de services, l'usage de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences revient à la Communauté française dès que le jugement déclaratif de faillite est coulé en force de chose jugée.

Si l'usage d'une radiofréquence ou d'un réseau de radiofréquence venait à être libéré du fait d'un terme d'une autorisation, d'un arrêt d'activité ou d'une faillite, le Gouvernement lance un nouvel appel d'offres pour la capacité libérée dans les formes et selon les conditions prévues aux articles 3.5.0-17 à 3.5.0-19, § 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, l'autorisation d'usage octroyée arrive à échéance à la date d'échéance de l'autorisation qui avait été antérieurement attribuée pour cette capacité.

§ 4. Les éditeurs de services titulaires d'un droit d'usage d'une même radiofréquence ou d'un même réseau de radiofréquences peuvent proposer conjointement, le cas échéant avec la RTBF lorsque celle-ci dispose également de capacités sur cette radiofréquence ou ce réseau de radiofréquences, au Collège d'autorisation et de contrôle une société chargée d'assurer les opérations techniques nécessaires à la transmission des services télévisuels concernés.

§ 5. À défaut d'une proposition conjointe des éditeurs de services, le Gouvernement peut lancer un appel d'offres pour la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences concerné.

L'appel d'offres est publié au *Moniteur belge* et comprend les éléments suivants :

1° la ou les radiofréquences assignables et la liste des services télévisuels qui disposent d'un droit d'usage desdites radiofréquences avec leurs capacités respectives ;

2° les éventuelles capacités de la ou des radiofréquences assignables pouvant être utilisées pour la transmission de données ;

3° le montant de la redevance visée à l'article 3.5.0-2, § 4. À défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due par l'opérateur de réseau pour la durée de l'autorisation qui sera octroyée dans le cadre de l'appel d'offres ;

4° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites ;



5° sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle ou d'initiative, sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle, les critères et leur pondération éventuelle à utiliser par le Collège pour apprécier les candidatures conformément au paragraphe 7.

Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités dans l'appel d'offres sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 6. Les candidatures à l'appel d'offres visé au paragraphe précédent sont introduites par voie électronique avec accusé de réception auprès du président du CSA dans le délai fixé par l'appel d'offres. Elles comportent les éléments suivants :

- 1° la forme juridique du candidat, ainsi que la composition de son capital et de ses organes dirigeants ;
- 2° l'adresse de son siège social et de son siège d'exploitation si celui-ci diffère de son siège social ;
- 3° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques, en ce inclus, s'il échet, l'accès au système d'accès conditionnel ;
- 4° un plan financier établi sur une période de minimum 3 ans ;
- 5° les caractéristiques techniques de mise en forme du signal, de sa transmission et de sa diffusion.

§ 7. Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les candidatures dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offres. Il apprécie les candidatures notamment au regard des éléments suivants :

- 1° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques ;
- 2° l'expérience des candidats dans le domaine de la transmission de signaux de services de médias audiovisuels.

§ 8. Dans le cas où la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences est déjà mis en partie à la disposition de la RTBF, cette dernière peut être désignée par le Gouvernement comme l'opérateur de réseau de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences en question.

§ 9. Le Collège d'autorisation et de contrôle autorise l'opérateur de réseau visé aux paragraphes 4 à 7 et lui assigne la ou les radiofréquences correspondantes.

Le titre d'autorisation mentionne :

- 1° l'identité du titulaire ;
- 2° l'adresse du siège social du titulaire ;
- 3° la ou les radiofréquences assignées et la liste des services télévisuels qui disposent d'un droit d'usage des dites radiofréquences avec leurs capacités respectives ;
- 4° les éventuelles capacités pour la transmission de données ;
- 5° la date de prise de cours de l'autorisation.

L'autorisation n'est pas remise en cause par la délivrance d'une nouvelle autorisation d'un droit d'usage conformément à la procédure visée aux articles 3.5.0-17 à 3.5.0-19.

§ 10. L'opérateur de réseau doit garantir l'accès aux opérations techniques à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires.

§ 11. En dérogation à l'article 3.5.0-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, lorsque les autorisations visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 9 ont été délivrées, le Collège d'autorisation et de contrôle fixe, par avenant à l'autorisation d'usage de l'éditeur de services visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, la date à laquelle l'éditeur est tenu de diffuser son service. Cette date est déterminée en concertation avec l'éditeur de services et l'opérateur de réseau concerné.

§ 12. Le CSA transmet une copie certifiée conforme des titres d'autorisation visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 9 au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. ».

**Art. 47.** Dans le livre III, titre V, chapitre liminaire, inséré par l'article 22, il est inséré une section VI intitulée « SECTION VI : Des services télévisuels privés en mode analogique ».

**Art. 48.** Dans la section VI insérée par l'article 47, il est inséré un article 3.5.0-20 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-20. L'usage de radiofréquences pour la diffusion de services télévisuels en mode analogique est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente section. ».

**Art. 49.** Dans la même section, il est inséré un article 3.5.0-21 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-21. Tout éditeur de services désirant utiliser une ou des radiofréquences pour émettre en mode analogique en fait la demande par voie électronique avec accusé de réception auprès du président du CSA.

La demande comporte les éléments suivants :

- 1° s'il s'agit d'un éditeur de services déjà déclaré, dans le cas de la reprise intégrale d'un de ses services télévisuels, la dénomination de l'éditeur de services et du service télévisuel pour lequel la ou les radiofréquences sont demandées ;
- 2° s'il s'agit d'un candidat éditeur de services qui n'est pas encore déclaré en application de la Sous-section 1 de la Section 1 du Chapitre 2 du Titre 1 du Livre III, toutes les données visées à l'article 3.1.2-1 ;
- 3° un plan financier établi sur une période de 3 ans ;
- 4° les coordonnées géographiques du site présumé d'émission, ainsi que la hauteur de l'antenne par rapport au sol ;
- 5° la ou les radiofréquences souhaitées.

L'éditeur de services peut demander aux services du Gouvernement d'identifier la ou les radiofréquences éventuellement disponibles. Dans ce cas, l'éditeur de services doit s'acquitter d'un droit de calcul dans les cas prévus à l'article 3.5.0-3. ».

**Art. 50.** Dans la même section, il est inséré un article 3.5.0-22 rédigé comme suit : « Art. 3.5.0-22. § 1<sup>er</sup>. Dans le mois de la réception de la demande, le président du CSA notifie au demandeur la prise en compte de sa demande et transmet celle-ci au Gouvernement. Si une coordination de la ou des radiofréquences s'avère nécessaire, le demandeur est informé des délais prévisibles de cette coordination.

Si la ou les radiofréquences souhaitées par le demandeur sont compatibles ou si une ou des radiofréquences disponibles ont été identifiées, le Gouvernement arrête la liste de ces radiofréquences.

Dans le mois à dater du jour où la liste a été arrêtée par le Gouvernement, le Collège d'autorisation et de contrôle assigne la ou les radiofréquences au demandeur.

Le Collège d'autorisation et de contrôle ne peut assigner de radiofréquences autres que celles proposées par le Gouvernement.

§ 2. Le CSA transmet une copie du titre autorisant l'usage d'une ou de radiofréquences par un éditeur de services, au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. ».

**Art. 51.** Dans le livre III, titre V, du même décret, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit : « CHAPITRE III : Des autres opérateurs de réseaux de communications électroniques et des fournisseurs de services de communications électroniques ».

**Art. 52.** Dans l'article 3.5.3-1, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « articles 3.5.1-1 et 3.5.2-1, ainsi qu'aux Chapitres 1 et 2 du Titre 2 du Livre VIII » sont remplacés par les mots « chapitres liminaire, premier et II du titre V du Livre III ».

**Art. 53.** Dans l'article 4.1-1 du même décret, les mots « et les distributeurs » sont insérés entre les mots « Les éditeurs » et « de services ».

**Art. 54.** Dans l'article 4.2.1-4, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « article 6.1.1-1, § 3 » et « 6.1.1-1, § 4 » sont chacun remplacés par les mots « 6.1.1-1, § 2 » ;

2<sup>o</sup> les mots « commande partielle ou totale, l'acquisition de programmes, les prestations extérieures, le préachat et la coproduction » sont remplacés par les mots « commande de programmes, l'achat de programmes, aux prestations extérieures, au préachat et la coproduction d'œuvres audiovisuelles » ;

3<sup>o</sup> les mots « coproduction ou au préachat » sont remplacés par les mots « coproduction ou au préachat d'œuvres audiovisuelles ».

**Art. 55.** L'article 4.2.2-1, § 4, du même décret est remplacé par ce qui suit : « § 4. L'éditeur de services qui dispose d'un chiffre d'affaires, tel que défini à l'article 6.1.1-1, § 2, inférieur à 700.000 euros n'est pas soumis aux paragraphes 1 et 2. Ce montant est indexé annuellement sur la base de l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux services télévisuels non linéaires dont la part d'audience par service déterminé est inférieure à 1 % de l'audience totale réalisée par des services similaires sur le marché de la Communauté française durant l'année écoulée. Le Collège d'autorisation et de contrôle calcule et évalue la part d'audience par service, en distinguant les services par abonnement payant, les services accessibles sur demande transactionnelle, les services inclus dans une offre de services groupés et les services à accès gratuit, selon une méthodologie définie par lui et approuvée par le Gouvernement.

L'éditeur de services dont le service télévisuel a par nature pour objet de proposer exclusivement ou principalement des œuvres non européennes n'est pas soumis aux paragraphes 1 et 2. Par « principalement », il faut entendre au moins 80 % du catalogue. ».

**Art. 56.** À l'article 4.2.3-1 du même décret, un troisième alinéa est inséré et rédigé comme suit : « Lorsqu'il est saisi d'une demande de dérogation en vue de garantir la diversité linguistique et culturelle, au titre du présent article, le Collège d'autorisation et de contrôle prend en considération les quotas autorisés dans le cadre du contrat de gestion de la RTBF, afin de veiller au maintien d'un paysage médiatique diversifié et pluraliste, intégrant un équilibre entre le secteur public et privé. ».

**Art. 57.** L'article 5.1-1 du même décret est abrogé.

**Art. 58.** Dans l'article 5.2-1 du même décret, les mots « et directives européennes » sont retirés et remplacés par le mot « européens ».

**Art. 59.** Dans l'article 5.5-1 du même décret, un paragraphe 2/1 est inséré, rédigé comme suit : « § 2/1. Tout fournisseur de services de partage de vidéos doit instaurer un mécanisme interne de règlement des litiges avec ses utilisateurs concernant l'application des paragraphes 1 et 2. Ce mécanisme doit permettre un règlement impartial des litiges et ne prive pas l'utilisateur des voies de recours ordinaires. ».

**Art. 60.** L'article 6.1.1-1 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 6.1.1-1. § 1<sup>er</sup>. Tout éditeur de services télévisuels linéaires et non linéaires contribue à la production audiovisuelle. Cette contribution se fait soit sous la forme d'investissements en coproduction, en préachat d'œuvres audiovisuelles ou en commande de programmes, soit sous la forme d'un versement au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la contribution instituée par le présent article ne s'applique pas :

1<sup>o</sup> à l'éditeur de services qui consacre, dans chacun des services qu'il édite, moins de 10% du temps de diffusion annuel à la diffusion d'œuvres audiovisuelles ;

2<sup>o</sup> à la RTBF ;

3<sup>o</sup> aux médias de proximité ;

4<sup>o</sup> aux éditeurs de services dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 700.000 euros ;

5<sup>o</sup> aux services télévisuels linéaires dont la part d'audience par service déterminé est inférieure à 2% de l'audience totale réalisée par des services similaires sur le marché de la Communauté française durant l'année écoulée ; le Collège d'autorisation et de contrôle calcule et évalue la part d'audience par service, selon une méthodologie définie par lui et approuvée par le Gouvernement ;

6<sup>o</sup> aux services télévisuels non linéaires dont la part d'audience par service déterminé est inférieure à 1 % de l'audience totale réalisée par des services similaires sur le marché de la Communauté française durant l'année écoulée ; le Collège d'autorisation et de contrôle calcule et évalue la part d'audience par service, en distinguant les services par abonnement payant, les services accessibles sur demande transactionnelle, les services inclus dans une offre de services groupés et les services à accès gratuit, selon une méthodologie définie par lui et approuvée par le Gouvernement.

§ 2. Le montant de la contribution annuelle de l'éditeur de services visée au paragraphe 1<sup>er</sup> s'élève, au minimum, à :

0% de son chiffre d'affaires si celui-ci est inférieur à 700.000 euros ;

2% de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur ou égal à 700.000 euros et inférieur à 10 millions d'euros ;

2,5% de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur ou égal à 10 millions d'euros et inférieur à 20 millions d'euros ;

3% de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur ou égal à 20 millions d'euros et inférieur à 30 millions d'euros ;  
3,5% de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur ou égal à 30 millions d'euros et inférieur à 45 millions d'euros ;  
4,25% de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur ou égal à 45 millions d'euros et inférieur à 60 millions d'euros ;

5% de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur ou égal à 60 millions d'euros et inférieur à 75 millions d'euros ;  
5,75% de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur ou égal à 75 millions d'euros et inférieur à 90 millions d'euros ;

6,50% de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur ou égal à 90 millions d'euros et inférieur à 105 millions d'euros ;

7,25% de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur ou égal à 105 millions d'euros et inférieur à 120 millions d'euros ;

8% de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur ou égal à 120 millions d'euros et inférieur à 135 millions d'euros ;

8,75 % de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur ou égal à 135 millions d'euros et inférieur à 150 millions d'euros ;

9,50% de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur ou égal à 150 millions d'euros.

À défaut d'avoir transmis dans les délais fixés les informations visées au paragraphe 4, alinéas 1 et 2, la contribution de l'éditeur de services est présumée, de manière non irréfragable, s'élever à un montant de 3 millions d'euros à verser au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel.

Les montants visés aux paragraphes 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, et 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, sont adaptés annuellement sur la base de l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Pour l'application du présent article, on entend par « chiffre d'affaires » : la somme des montants facturés par l'éditeur de services, hors taxe sur la valeur ajoutée, dans le cadre de l'insertion de communications commerciales dans ses services télévisuels, commissions et sur-commissions de régies déduites, ainsi que dans le cadre de la mise à disposition de ses services télévisuels ou programmes télévisuels contre rémunération au cours de l'année civile précédente. Lorsque l'éditeur de services exerce lui-même l'activité de distributeur de services telle que visée à l'article 3.4-1 pour les services télévisuels pour lesquels il a fait une déclaration ou il est autorisé en vertu du présent décret, le chiffre d'affaires intègre le chiffre d'affaires résultant de son activité de distributeur de ses propres services tel que défini à l'article 6.1.2-1, § 3.

Pour les éditeurs de services télévisuels relevant de la compétence de la Communauté française, le chiffre d'affaires est pris en considération sans distinction de marchés, déduction faite, le cas échéant, du chiffre d'affaires provenant d'un État membre de l'Union européenne que l'éditeur de services cible et au sein duquel il est soumis à un régime de contribution financière à la production d'œuvres européennes.

Pour les éditeurs de services télévisuels extérieurs, le chiffre d'affaires ne prend en compte que les revenus provenant du marché de la Communauté française.

§ 3. Lorsque l'éditeur de services contribue sous forme d'investissements, le montant minimum de contribution visé au paragraphe 2 :

1<sup>o</sup> est investi pour au moins 35% dans la coproduction ou le préachat d'œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone ;

2<sup>o</sup> peut être investi pour un maximum de 30% dans la commande de programmes. Au minimum 20% des investissements éligibles dans les commandes de programmes concernent des dépenses d'écriture et de développement ;

3<sup>o</sup> peut être investi dans l'écriture du scénario et le développement d'œuvres audiovisuelles dont le scénariste est sous contrat de droit belge. Ces investissements sont comptabilisés à hauteur du double de leur montant ;

4<sup>o</sup> peut être investi pour maximum 5% dans la formation professionnelle des métiers de l'audiovisuel ;

5<sup>o</sup> peut être investi pour maximum 5% dans l'accessibilité des œuvres audiovisuelles aux personnes en situation de déficience sensorielle ;

6<sup>o</sup> peut être investi pour maximum 5% dans le doublage ou le sous-titrage des œuvres audiovisuelles ;

7<sup>o</sup> n'inclut pas les participations en coproduction ou en préachat effectuées en application d'une autre obligation légale ou bénéficiant d'un quelconque avantage légal.

Les modalités de la contribution sous forme d'investissements sont déterminées par le Gouvernement, dans le respect des principes suivants :

1<sup>o</sup> les investissements effectués par chaque éditeur de services génèrent, pour un montant équivalent, des retombées économiques en Région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale, sauf dérogation prévue par le Gouvernement ;

2<sup>o</sup> l'éditeur de services peut reporter, en tout ou partie, l'exécution de sa contribution annuelle sur les deux exercices suivants. Au-delà de ce délai, le montant de l'obligation qui n'a pas été investi est versé au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel ;

3<sup>o</sup> sauf pour les commandes de programmes, l'éditeur de services peut confier, sous sa seule responsabilité, la charge de tout ou partie de son obligation à une société tierce ;

4<sup>o</sup> des comités d'accompagnements sont créés afin d'être informés des investissements effectués par chaque éditeur et peuvent émettre un avis sur ceux-ci. Chaque Comité d'accompagnement est composé des représentants de l'éditeur de services, des services du Gouvernement et des organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française ;

5<sup>o</sup> des conventions peuvent être conclues entre chaque éditeur de services et les services du Gouvernement, après avis des Comités d'accompagnement afin d'orienter l'obligation de l'éditeur de services vers un ou plusieurs types particuliers d'œuvres audiovisuelles ou de programmes commandés. Ces conventions peuvent également déterminer une contribution supérieure à celle prévue au paragraphe 2, ou tout autre engagement supplémentaire que l'éditeur de services serait amené à prendre.

§ 4. Avant le 15 février de chaque année de contribution, l'éditeur de services informe, par voie électronique avec accusé de réception, le CSA de la forme de contribution qu'il a choisie. L'éditeur transmet également une estimation de son chiffre d'affaires de l'année précédente tel que défini au paragraphe 2. Pour la première année d'activité, l'information sur le choix de la forme de contribution est communiquée dans les 30 jours qui suivent le premier jour de l'activité d'édition. Le CSA transmet ces informations au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel pour le 28 février au plus tard.

Avant le 15 septembre de chaque année de contribution, l'éditeur de services doit remettre au CSA les pièces probantes permettant de déterminer le montant de son chiffre d'affaires de l'année précédente tel que défini au paragraphe 2. Le CSA assure la vérification du chiffre d'affaires et transmet le montant du chiffre d'affaires validé au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel ainsi qu'à l'éditeur de services télévisuels concerné pour le 15 novembre au plus tard.

L'éditeur de services qui fait le choix de contribuer sous la forme d'un versement au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel est tenu de verser la somme due à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la déclaration de contribution. Au moment du paiement, l'éditeur informe, par voie électronique avec accusé de réception, le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel qu'il a procédé au paiement de sa contribution.

Le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel transmet annuellement au CSA un rapport sur le respect de l'obligation de contribution par chaque éditeur de services, ainsi que les avis des Comités d'accompagnement. ».

**Art. 61.** L'article 6.1.2-1 du même décret, est remplacé par ce qui suit : « Art. 6.1.2-1. § 1<sup>er</sup>. Tout distributeur de services télévisuels linéaires et non linéaires contribue à la production audiovisuelle. Cette contribution se fait soit sous la forme d'investissements en coproduction, en préachat d'œuvres audiovisuelles ou en commande de programmes, soit sous la forme d'un versement au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la contribution instituée par le présent article ne s'applique pas aux distributeurs de services suivants :

1° l'éditeur de services qui exerce l'activité de distributeur afin d'offrir les services télévisuels pour lesquels il est déclaré ou autorisé en vertu du présent décret, cette exemption ne valant que pour ces seuls services. Toutefois, s'il offre également des services tiers et qu'un utilisateur utilise à la fois les services qu'il édite et lesdits services tiers, et qu'il opte pour la contribution forfaitaire par utilisateur visée au 1° du paragraphe 2, il ne contribue pas pour cet utilisateur dès lors que le résultat du pourcentage appliqué aux recettes annuelles générées par cet utilisateur en application de l'article 6.1.1-1 est supérieur au forfait visé au 1° du paragraphe 2 ;

2° le distributeur de services qui propose une offre de services télévisuels complémentaire alors qu'il contribue déjà à la production d'œuvres audiovisuelles sur la base du nombre d'utilisateurs de son offre de base visée à l'article 7.2-1 ; cette exemption ne valant que pour le nombre des utilisateurs qui ont utilisé à la fois l'offre de base et l'offre complémentaire durant l'année et à la condition que le distributeur ait opté pour la contribution forfaitaire par utilisateur visée au 1° du paragraphe 2 ;

3° la RTBF ;

4° les médias de proximité.

§ 2. La contribution annuelle du distributeur de services visée au paragraphe 1<sup>er</sup> s'élève, au minimum :

1° soit à 3,875 euros par utilisateur de l'année précédente. Ce montant est adapté tous les deux ans sur la base de l'indice des prix à la consommation du mois de septembre 2022 ;

2° soit à 3,125% du chiffre d'affaires de l'année précédente.

À défaut d'avoir transmis dans les délais fixés les informations visées au paragraphe 4, alinéas 1 et 2, la contribution du distributeur de services est présumée, de manière non irréfragable, s'élever à un montant de 3 millions d'euros à verser au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel. Ce montant est adapté annuellement sur la base de l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

La contribution pour la première année d'exercice du distributeur de services est établie sur la base du nombre d'utilisateurs ou du chiffre d'affaires de cette première année. Cette contribution est calculée au cours de la deuxième année d'exercice et cumulée à la contribution calculée pour le deuxième exercice.

Pour l'application du présent article, le nombre d'utilisateur, quand il s'agit d'utilisateurs recourant à une formule d'abonnement, est celui constaté au 30 septembre de l'année précédente. Pour les utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu, le distributeur déclare la part du nombre de ceux-ci correspondant au pourcentage que représente la population de sa zone de distribution en Région de langue française par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution. Si son activité sur la région bilingue de Bruxelles-Capitale est rattachée exclusivement à la Communauté française, il déclare la part du nombre des utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu correspondant au pourcentage que représente la population de sa zone de distribution en Région de langue française et en Région bilingue de Bruxelles-Capitale par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution ;

Pour l'application du présent article, on entend par « chiffre d'affaires » : la somme des montants facturés par le distributeur de services, hors taxe sur la valeur ajoutée et droits d'auteur, dans le cadre de la vente de son offre à l'utilisateur et de l'insertion de communications commerciales dans son interface utilisateur, commissions et sur-commissions de régies déduites, ainsi que dans le cadre de l'intégration de services ou de programmes d'éditeurs de services télévisuels dans son offre contre rémunération.

Pour la part de chiffre d'affaires provenant d'utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu, le distributeur de services déclare la part de ce chiffre correspondant au pourcentage que représente la population de sa zone de distribution en Région de langue française par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution. Si son activité sur la région bilingue de Bruxelles-Capitale est rattachée exclusivement à la Communauté française, il déclare la part du chiffre d'affaires provenant des utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu correspondant au pourcentage que représente la population de sa zone de distribution en Région de langue française et en Région bilingue de Bruxelles-Capitale par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution.

§ 3. Lorsque le distributeur de services contribue sous forme d'investissements, le montant minimum de contribution visé au paragraphe 2 :

1° est investi pour au moins 35% dans la coproduction ou le préachat d'œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone ;

2° peut être investi pour maximum 30% dans la commande de programmes. Au minimum 20% des investissements éligibles dans les commandes de programmes concernent des dépenses d'écriture et de développement ;

3° peut être investi dans l'écriture du scénario et le développement d'œuvres audiovisuelles dont le scénariste est sous contrat de droit belge. Ces investissements sont comptabilisés à hauteur du double de leur montant ;

4° peut être investi pour maximum 5% dans la formation professionnelle des métiers de l'audiovisuel ;

5° peut être investi pour maximum 5% dans l'accessibilité des œuvres audiovisuelles aux personnes en situation de déficience sensorielle ;

6° peut être investi pour maximum 5% dans le doublage ou le sous-titrage des œuvres audiovisuelles.

7° n'inclut pas les participations en coproduction ou en préachat effectuées en application d'une autre obligation légale ou bénéficiant d'un quelconque avantage légal.

Les modalités de la contribution sous forme d'investissements sont déterminées par le Gouvernement, dans le respect des principes suivants :

1° les investissements effectués par chaque distributeur de services dans des œuvres audiovisuelles génèrent, pour un montant équivalent, des retombées économiques en Région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale, sauf dérogation prévue par le Gouvernement ;

2° le distributeur de services qui contribue sous forme d'investissements, peut reporter, en tout ou partie, l'exécution de sa contribution annuelle sur les deux exercices suivants. Au-delà de ce délai, le montant de l'obligation qui n'a pas été investi est versé au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel ;

3° le distributeur de services peut confier, sous sa seule responsabilité, la charge de tout ou partie de son obligation à une société tierce ;

4° des comités d'accompagnements sont créés afin d'être informés des investissements effectués par chaque distributeur et peuvent émettre un avis sur ceux-ci. Chaque Comité d'accompagnement est composé des représentants du distributeur de services, des services du Gouvernement et des organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française ;

5° des conventions peuvent être conclues entre chaque distributeur de services et les services du Gouvernement, après avis des Comités d'accompagnement afin d'orienter l'obligation du distributeur de services vers un ou plusieurs types particuliers d'œuvres audiovisuelles. Ces conventions peuvent également déterminer une contribution supérieure à celle prévue au paragraphe 2, ou tout autre engagement supplémentaire que le distributeur de services serait amené à prendre.

§ 4. Avant le 15 février de chaque année de contribution, le distributeur de services informe, par voie électronique avec accusé de réception, le CSA de la forme de contribution qu'il a choisie. Il indique également son choix d'assiette de contribution visée au paragraphe 2 en communiquant soit le nombre de ses utilisateurs de l'année précédente, soit une estimation de son chiffre d'affaires de l'année précédente, tels que définis au paragraphe 2. Pour la première année d'activité, l'information sur le choix de la forme de contribution et de l'assiette est communiquée dans les 30 jours qui suivent le premier jour de l'activité de distribution. Le CSA transmet ces informations au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel pour le 28 février au plus tard.

Lorsqu'il a choisi l'assiette de contribution par chiffre d'affaires, le distributeur de services doit remettre, avant le 15 septembre de chaque année de contribution, au CSA les pièces probantes permettant de déterminer le montant de son chiffre d'affaires de l'année précédente tel que défini au paragraphe 3. Le CSA assure la vérification du chiffre d'affaires et transmet le montant du chiffre d'affaires validé au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel ainsi qu'à l'éditeur de services télévisuels concerné pour le 15 novembre au plus tard.

Le distributeur de services qui fait le choix de contribuer sous la forme d'un versement au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel est tenu de verser la somme due à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la déclaration de contribution. Au moment du paiement, l'éditeur informe, par voie électronique avec accusé de réception, le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel qu'il a procédé au paiement de sa contribution.

Le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel transmet annuellement au CSA un rapport sur le respect de l'obligation de contribution par chaque distributeur de services, ainsi que les avis des Comités d'accompagnement. ».

**Art. 62.** L'article 6.2.1-1 du même décret, est remplacé par ce qui suit : « Article 6.2.1-1. Le Gouvernement peut octroyer des aides à l'écriture, au développement et à la production d'œuvres audiovisuelles d'initiatives belges francophones qui se présentent sous la forme de séries de fiction, de documentaire et d'animation. ».

**Art. 63.** Dans le même décret, un article 6.2.1-2 est inséré, rédigé comme suit : « Article 6.2.1-2. Pour être recevable, la demande d'aide doit :

1° être introduite par un producteur indépendant ;

2° attester la détention des droits sur l'œuvre à produire dans le chef du producteur indépendant ;

3° contenir l'engagement ferme d'un ou plusieurs éditeurs de services télévisuels relevant de la compétence de la Communauté française ou extérieurs d'apporter un montant au moins équivalent au montant de l'aide octroyé. ».

**Art. 64.** Dans le même décret, un article 6.2.1-3 est inséré, rédigé comme suit : « Article 6.2.1-3. Le Gouvernement détermine les procédures d'octroi, d'agrément et de liquidation des aides, les montants minimums et maximums pouvant être octroyés aux séries, dans le respect des principes suivants :

1° la liquidation des aides ne peut se faire qu'au profit de bénéficiaires dont le siège social, l'agence permanente ou l'établissement stable est située en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

2° les montants minimums et maximums octroyés aux séries sont déterminés selon le type d'aide et selon qu'il s'agisse d'une série de fiction, documentaire et d'animation ;

3° l'aide octroyée, cumulée avec les autres aides publiques, ne peut être supérieure à cinquante pour cent du budget de l'œuvre audiovisuelle, à l'exception des œuvres audiovisuelles difficiles au sens de l'article 12 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle ;

4° le montant des aides octroyées doit être intégralement dépensé en Belgique et majoritairement en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale. Cette obligation est limitée à un montant de quatre-vingts pour cent du budget de la série.

5° les aides visées à l'article 6.2.1-2 sont soumises au Règlement de la Commission Européenne n° 651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment l'article 54. ».

**Art. 65.** Dans le même décret, un article 6.2.1-4 est inséré, rédigé comme suit : « Art. 6.2.1-4. § 1<sup>er</sup>. Il est créé une Commission Séries.

§ 2. La Commission est composée de minimum 15 membres et maximum 35 membres représentant les catégories professionnelles suivantes et ayant une expérience significative dans le domaine des séries :

- Producteurs ;
- Auteurs : scénaristes et réalisateurs ;
- Techniciens ;
- Comédiens ;
- Vendeurs internationaux ;
- Représentants de matières culturelles (professeurs, journalistes, experts...).

Les membres de la Commission sont nommés par le Gouvernement pour un mandat d'une durée de deux ans, renouvelable deux fois, sans que plus de cinquante pour cent de ces membres n'appartiennent à une même catégorie professionnelle.

La Commission se réunit en sessions de travail dont la composition tend à assurer une représentation équilibrée des différents secteurs et métiers et une représentation paritaire des hommes et des femmes. Chaque session de travail ne peut comprendre plus de cinquante pour cent de membres d'une même catégorie professionnelle visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. La Commission Séries émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une subvention au projet et sur le montant de celle-ci. A cette fin, elle s'appuie sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° les aspects culturels, artistiques et techniques du projet ;
- 2° les caractéristiques du projet ;
- 3° l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française ;
- 4° l'ancrage belge du propos et de l'univers ;
- 5° la faisabilité financière du projet artistique ;
- 6° l'adéquation entre le projet et le public visé ;
- 7° l'accompagnement technique, créatif et financier du projet par l'éditeur.

§ 4. Le Gouvernement arrête :

- 1° les modalités de fonctionnement de la Commission et le contenu minimal de son règlement d'ordre intérieur ;
- 2° le montant des indemnités de présence ;
- 3° le montant des indemnités de lecture.
- 4° la prise en charge des frais de déplacement de ses membres.

**Art. 66.** Dans l'article 6.2.2-2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit : « Les montants forfaitaires et les échelles de chiffre d'affaires visées à l'alinéa précédent sont adaptés annuellement sur la base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2008 » ;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, le mot « Par » est remplacé par les mots « Pour l'application du présent article, par » ;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « L'envoi postal et recommandé » sont remplacés par les mots « Le courrier électronique » et les mots « de la lettre recommandée » sont remplacés par les mots « du courrier électronique » ;

4° dans le paragraphe 5, alinéa 2, les mots « de l'envoi postal et recommandé » sont remplacés par les mots « du courrier électronique » ;

5° dans le paragraphe 5, alinéa 4, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « voie électronique avec accusé de réception ».

**Art. 67.** Dans l'article 6.2.2-4 du même décret, les mots « est adapté annuellement sur la base de l'indice 01.01.2009 = 100 en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire du mois de janvier 2009 tel que défini par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. » sont remplacés par les mots « est indexé annuellement sur la base de l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2009. ».

**Art. 68.** Dans l'article 6.2.2-7 du même décret, le mot « 8.2.1-12 » est chaque fois remplacé par le mot « 3.5.0-12 ».

**Art. 69.** L'article 7.1-1. du même décret est abrogé.

**Art. 70.** Dans l'article 7.1-4, § 1<sup>er</sup>, du même décret, un alinéa 3 est inséré, rédigé comme suit : « Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, la RTBF n'est pas soumise aux dispositions du présent article lorsqu'elle distribue les services de médias de proximité. ».

**Art. 71.** Dans l'article 7.2-2, § 1<sup>er</sup>, 3°, du même décret, les mots « un service de » sont insérés entre le mot « dont » et le mot « TV5Monde ».

**Art. 72.** Dans le même décret, le titre III "DE LA DISTRIBUTION DE SERVICES DE MÉDIAS AUDIOVISUELS PAR VOIE HERTZIENNE TERRESTRE NUMÉRIQUE" du Livre VII est abrogé.

**Art. 73.** Dans l'article 8.1.1-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 3°, du même décret, les mots « 8.1.3-5 et 8.1.3-6 » sont remplacés par les mots « 8.3.2-1, § 4 et 8.3.2-2 ».

**Art. 74.** Dans l'article 8.1.3-5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, du même décret, les mots « ; par « boucle locale », il faut entendre un canal physique utilisé par les signaux de transmission qui relie le point de terminaison du réseau à un répartiteur ou à toute autre installation équivalente du réseau de communications électroniques fixe » sont remplacés par les mots « tels que définies à l'article 1.3-1, 3°/1 ».

**Art. 75.** Dans le même décret, le titre II du Livre VIII est abrogé.

**Art. 76.** Dans l'article 9.1.2-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 5<sup>o</sup>, du même décret, les mots « 8.2.1-6, 8.2.1-10 et 8.2.1-16 » sont remplacés par les mots « 3.5.0-6, 3.5.0-10 et 3.5.0-16 ».

**Art. 77.** Dans l'article 9.1.2-2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots «, sur proposition du bureau du CSA, » sont insérés entre le mot « désigne » et le mot « dans » ;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 5, le mot « Le » est remplacé par les mots « Sur proposition du bureau du CSA, le » ;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 6, le mot « Gouvernement » est chaque fois remplacé par les mots « bureau du CSA » ;

4<sup>o</sup> dans le paragraphe 4, 2<sup>o</sup>, les mots « vice-présidents » sont remplacés par les mots « vice-président ».

**Art. 78.** Dans l'article 9.1.2-7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1, les mots « les 4 membres » sont remplacés par « les deux membres » ;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1, la phrase « En cas de remplacement d'un membre, le remplaçant achève le mandat en cours. » est abrogée ;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « les dix membres » sont remplacés par les mots « les huit membres » ;

4<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, 6<sup>o</sup>, les mots « vice-présidents » sont remplacés par « vice-président » ;

5<sup>o</sup> dans le paragraphe 6, le mot « 9.1.2-3, § 1<sup>er</sup>, 12<sup>o</sup> » est remplacé par le mot « 9.1.2-3, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup> ».

**Art. 79.** Dans l'article 9.1.3-3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le mot « 9.1.2-6 » est chaque fois remplacé par le mot « 9.1.2-7 » ;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1, les mots « et des premier, deuxième et troisième vice-présidents » sont remplacés par « et d'un vice-président » ;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « dans le respect de la représentation proportionnelle des tendances politiques démocratiques existantes au sein du Parlement de la Communauté française » sont remplacés par les mots « en veillant à ce que ceux-ci n'appartiennent pas au même groupe politique démocratique reconnu au sein du Parlement de la Communauté française » ;

4<sup>o</sup> dans le paragraphe 2 et 5, les mots « vice-présidents » sont remplacés par « vice-président » ;

5<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, les mots « d'un vice-président » sont remplacés par « du vice-président » ;

6<sup>o</sup> dans le paragraphe 4, les mots « les vice-présidents » sont remplacés par « le vice-président ».

**Art. 80.** L'article 9.1.4-2 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 9.1.4-2. L'article 9.1.5-6 est applicable au Secrétaire d'instruction. ».

**Art. 81.** L'article 9.1.5-2 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 9.1.5-2. Le président du CSA préside de droit les Collèges. Le vice-président assiste, avec voix délibérative, à toutes les réunions des Collèges. En cas d'empêchement du président, celui-ci est remplacé par le vice-président. Le règlement d'ordre intérieur du collège fixe les modalités de ce remplacement. ».

**Art. 82.** Dans l'article 9.1.5-5 du même décret, les mots « les vice-présidents » sont remplacés par les mots « le vice-président ».

**Art. 83.** Dans le même décret, un article 9.1.5-6 est inséré, rédigé comme suit : « Art. 9.1.5-6. Les incompatibilités visées à l'article 9.1.2-7, §§ 2 et 3, sont applicables aux membres du personnel du CSA.

Les membres du personnel du CSA sont tenus au respect des règles déontologiques édictées dans les règlements d'ordre intérieur du CSA. ».

**Art. 84.** Dans l'article 9.2.2-5, § 2, du même décret, les mots « du secrétariat d'instruction » sont abrogés.

**Art. 85.** L'article 10.2-2 du même décret est remplacé par ce qui suit : « L'article 7.2-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa, 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, entre en vigueur deux ans après l'entrée en vigueur du présent décret. ».

**Art. 86.** Dans les articles 1.1-3, § 1<sup>er</sup>, 3.1.3-7, § 2, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, et 6.2.2-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « éditeur de service » sont remplacés par « éditeur de services ».

#### CHAPITRE 2. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 87.** Les pourcentages de chiffre d'affaires qui sont visés à l'article 6.1.1-1, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, entrent en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> janvier 2027, les pourcentages de chiffres d'affaires applicables par année sont les suivants :

Niveaux de chiffres d'affaires	2024	2025	2026
Inférieur à 700.000 euros	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Supérieur ou égal à 700.000 euros et inférieur à 10 millions d'euros	1,52 %	1,68 %	1,84 %
Supérieur ou égal à 10 millions d'euros et inférieur à 20 millions d'euros	1,94 %	2,13 %	2,31 %

Niveaux de chiffres d'affaires	2024	2025	2026
Supérieur ou égal à 20 millions d'euros et inférieur à 30 millions d'euros ;	2,20 %	2,47 %	2,73 %
Supérieur ou égal à 30 millions d'euros et inférieur à 45 millions d'euros ;	2,46 %	2,81 %	3,15 %
Supérieur ou égal à 45 millions d'euros et inférieur à 60 millions d'euros ;	2,61 %	3,16 %	3,70 %
Supérieur ou égal à 60 millions d'euros et inférieur à 75 millions d'euros ;	2,76 %	3,51 %	4,25 %
Supérieur ou égal à 75 millions d'euros et inférieur à 90 millions d'euros ;	2,91 %	3,86 %	4,80 %
Supérieur ou égal à 90 millions d'euros et inférieur à 105 millions d'euros	3,06 %	4,21 %	5,35 %
Supérieur ou égal à 105 millions d'euros et inférieur à 120 millions d'euros ;	3,21 %	4,56 %	5,90 %
Supérieur ou égal à 120 millions d'euros et inférieur à 135 millions d'euros ;	3,36 %	4,91 %	6,45 %
Supérieur ou égal à 135 millions d'euros et inférieur à 150 millions d'euros ;	3,51 %	5,26 %	7 %
Supérieur ou égal à 150 millions d'euros	3,66 %	5,61 %	7,55 %

Une étude d'impact relative à l'application des taux de contribution visés à l'alinéa précédent et à la capacité d'absorption de ces investissements par le marché local sera réalisée au terme de la deuxième année de leur entrée en vigueur et au terme de la cinquième année, sous le monitoring du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel avec l'appui, le cas échéant, des services du Gouvernement.

**Art. 88.** Le montant par utilisateur et le pourcentage de chiffre d'affaires visés à l'article 6.1.2-1, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, entrent en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

Pour l'année 2024, le montant par utilisateur est fixé à 3,294 € et le pourcentage du chiffre d'affaires est fixé à 2,656 %.

Pour l'année 2025, le montant par utilisateur est fixé à 3,487 € et le pourcentage du chiffre d'affaires est fixé à 2,812 %.

Pour l'année 2026, le montant par utilisateur est fixé à 3,681 € et le pourcentage du chiffre d'affaires est fixé à 2,968 %.

Une étude d'impact relative à l'application des taux de contribution visés aux alinéas précédents et à la capacité d'absorption de ces investissements par le marché local sera réalisée au terme de la deuxième année de leur entrée en vigueur et au terme de la cinquième année, sous le monitoring du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel avec l'appui, le cas échéant, des services du Gouvernement.

**Art. 89.** Le présent décret a été notifié conformément à la directive (EU) 2015/1535 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information.

**Art. 90.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Le Gouvernement est habilité à faire rétroagir les arrêtés pris en application des articles 6.1.1-1, 6.1.2-1, 6.2.1-1, 6.2.1-2, 6.2.1-3 et 6.2.1-4 au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 décembre 2023.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN



Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

Ministre de l'Education,  
C. DESIR

—  
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 611-1 – Amendement(s) en commission, n° 611-2 - Rapport de commission, n° 611-3 – Amendement(s) en séance, n° 611-4 - Texte adopté en séance plénière, n° 611-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 6 décembre 2023.

—  
VERTALING

### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/48623]

#### 7 DECEMBER 2023. — Decreet tot wijziging van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

##### HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingsbepalingen*

**Artikel 1.** In artikel 1.3-1 van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 2° wordt vervangen als volgt : "2° Aankoop van een programma: elke aankoop, door of voor rekening van een dienstenuitgever, van een uitzendrecht op een programma dat wordt geproduceerd door ten minste één onafhankelijke producent gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie die er de gedelegeerde productie van verzekert, met uitsluiting van commerciële communicatie; ».

2° er wordt een punt 3°/1 ingevoegd, luidend als volgt : "3°/1 Aansluitnetwerk : een door de transmissiesignalen gebruikt fysiek kanaal dat het netwerkaansluitpunt verbindt met een hoofdverdelers of elke andere vergelijkbare voorziening van het vaste elektronische communicatienetwerk; ».

3° punt 6° wordt vervangen als volgt : "6° Bestelling van een programma : de bestelling door een dienstenuitgever van een programma, met uitzondering van commerciële communicatie, dat geproduceerd of gecoproduceerd wordt door ten minste één onafhankelijke producent gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie die er de gedelegeerde productie van verzekert. De volgende programma's vallen niet onder deze definitie:

- a) audiovisuele werken ;
- b) programma's waarvan het hoofddoel commerciële communicatie is;
- c) programma's die een financiële bijdrage van de gebruiker vereisen in het kader van zijn interactie met deze programma's;
- d) spelletjes waarbij deelnemers tests ondergaan om een prijs te winnen;
- e) nieuwsprogramma's ;
- f) reality-tv-programma's, gedefinieerd als programma's waarin het dagelijks leven wordt gefilmd van mensen die zijn geselecteerd om eraan deel te nemen;
- g) uitzendingen van sportwedstrijden.

In afwijking van het eerste lid kunnen de onder d) tot en met f) uitgesloten programma's geacht worden onder de definitie van bestelling van programma te vallen wanneer zij in hoofdzaak tot doel hebben kunstenaars naar voren te brengen wier woonplaats, exploitatiezetel of maatschappelijke zetel in het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gevestigd is, of het cultureel erfgoed van deze gebieden;".

4° De punten 6°/1 tot 6°/4 worden ingevoegd tussen de punten 6° en 7°, luidend als volgt : "6°/1 Commerciële communicatie: elke vorm van boodschap bestemd om rechtstreeks of onrechtstreeks de goederen, diensten of het imago van een natuurlijke of rechtspersoon die een economische activiteit uitoefent, te promoten of te verkopen. Deze berichten worden ingevoegd in een audiovisuele mediadienst of videoplatformdienst tegen betaling of een andere tegenprestatie, of voor zelfpromotiedoeleinden. Commerciële communicatie omvat interactieve commerciële communicatie, split-screen commerciële communicatie, gerichte reclame, virtuele reclame, sponsoring, telewinkelen, zelfpromotie en productplaatsing;

6°/2 Interactieve commerciële communicatie: elke commerciële communicatie die wordt ingevoegd in een audiovisuele mediadienst of in een videoplatformdienst waarmee gebruikers - die daartoe een individueel verzoek indienen door middel van invoeging in de dienst van een elektronisch toegangsmiddel - via een retourkanaal kunnen worden verwezen naar een nieuwe reclame-, promotie- of commerciële omgeving;

6°/3 Split-screen commerciële communicatie: elke commerciële communicatie die wordt uitgezonden parallel met de uitzending van een televisieprogramma of een video die door de gebruiker wordt gecreëerd door ruimtelijke opdeling van het scherm;

6°/4 Commerciële sluikreclame": de verbale of visuele presentatie van de goederen, de diensten, de naam, het merk of de activiteiten van een producent van goederen of een dienstverlener in programma's of door de gebruiker gemaakte video's, wanneer deze presentatie opzettelijk door de dienstenuitgever of de verlener van videoplatformdiensten wordt gemaakt voor reclame- of verkoopdoeleinden en wanneer het publiek kan worden misleid omtrent de aard van deze presentatie. Een presentatie wordt met name geacht opzettelijk te zijn, wanneer ze gebeurt tegen betaling of een andere tegenprestatie;".

5° punt 8° wordt vervangen als volgt : “8° Coproductie van een audiovisueel werk: de productie van een audiovisueel werk door een dienstuitgever of dienstverdelers en ten minste één onafhankelijke producent gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie die er de gedelegeerde productie van verzekert;”.

6° tussen de punten 11° en 12° wordt een punt 11°/1 ingevoegd, luidend als volgt : “11°/1 Ontwikkeling: de aan de productie voorafgaande voorbereidingsfasen van een audiovisueel werk of programma, te weten herschrijven, script-doctoring, coaching, onderzoeken, pre-casting, voorbereiding van de financiering, budgettering, plaatsbepaling en voorbereiding van de promotie- en distributiestrategie, met dien verstande dat de uitgaven voor ontwikkeling ook de uitgaven voor de opname van pilots omvatten;”.

7° in punt 14° wordt de woorden “met name” geschrapt.

8° punt 23° wordt vervangen als volgt : “audiovisueel werk van Belgisch Franstalig initiatief: audiovisueel werk dat beantwoordt aan de culturele, artistieke en technische criteria bepaald door de Regering met toepassing van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie ;”

9° De punten 33°/1 tot 33°/4 worden ingevoegd tussen de punten 33° en 34°, luidend als volgt : “33°/1 Sponsoring: elke bijdrage in de vorm van betaling of een andere tegenprestatie van een publieke of private instelling of onderneming, of van een natuurlijke persoon die geen activiteit uitoefent als dienstuitgever, aanbieder van videoplatformdiensten of programmaproductie, in de financiering van audiovisuele mediadiensten, videoplatformdiensten, door gebruikers gemaakte video's of programma's met het oog op de promotie van zijn naam, merk, imago, activiteiten, realisaties of producten;

33°/2 Productplaatsing: de invoeging van een product, dienst of het merk daarvan, of verwijzing naar dit product, deze dienst of het merk daarvan, in een programma of door de gebruiker gemaakte video, tegen betaling of een andere tegenprestatie;

33°/3 Gesloten distributieplatform: elk platform voor de verdeling van audiovisuele mediadiensten waartoe een dienstuitgever slechts toegang heeft na voorafgaande toestemming van de voor dat platform verantwoordelijke dienstverdelers. Indien de dienstuitgever zijn eigen verdelers is, worden de door hem uitgegeven en verdeelde audiovisuele mediadiensten geacht via een gesloten distributieplatform te worden aangeboden indien voor de toegang tot het elektronische communicatienetwerk de voorafgaande toestemming van de netwerkexploitant of het verkrijgen van capaciteit op hertzolffnetwerken vereist is.

33°/4 Open distributieplatform: het distributieplatform van audiovisuele mediadiensten waartoe een dienstuitgever geen voorafgaande toestemming van een dienstverdelers of netwerkexploitant nodig heeft;”.

10° punt 34° wordt vervangen als volgt : “Vooraankoop van een audiovisueel werk”: elke verwerving, door een dienstuitgever of een dienstverdelers, van een uitzendrecht voor een audiovisueel werk dat moet worden gerealiseerd en geproduceerd door ten minste één onafhankelijke producent gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie die er de gedelegeerde productie van verzekert.

11° een punt 35°/1 wordt ingevoegd tussen de punten 35° en 36°, luidend als volgt : “35°/1 Gedelegeerde producent: de producent die verantwoordelijk is voor de productie van het audiovisuele werk of programma en die zowel financieel als technisch instaat voor de goede afloop ervan voor het deel van de verplichtingen die contractueel op hem rusten.”.

12° De punten 40°/1 tot 40°/4 worden ingevoegd tussen de punten 40° en 41°, luidend als volgt : “40°/1 Reclame: elke vorm van tegen betaling of een andere tegenprestatie in een audiovisuele mediadienst of videoplatformdienst ingevoegde boodschap van een publieke of private instelling, onderneming of natuurlijke persoon in het kader van een commerciële, industriële, ambachtelijke activiteit of vrij beroep met het oog op de promotie van de levering tegen betaling van goederen of diensten, met inbegrip van onroerende goederen, rechten en verplichtingen;

40°/2 Gerichtte reclame: reclame die op basis van de verwerking van persoonsgegevens wordt voorgesteld aan een specifieke ontvanger of groep van ontvangers;

40°/3 Virtuele reclame: reclame die is ingebed in het beeld of een op de plaats van een evenement aanwezige reclame vervangt, door middel van een elektronisch beeldvormingssysteem dat het uitzendingsignaal wijzigt;

40°/4 Effectief uitgestraald vermogen ; het product van de vermenigvuldiging van het aan het uiteinde van de antenne geleverde vermogen met de winst van de antenne ten opzichte van een halvegolfdipool in een gegeven richting;”.

13° De punten 42°/1 tot 42°/3 worden ingevoegd tussen de punten 42° en 43°, luidend als volgt : “42°/1 Netwerkradio: een private klankdienst die over een radiofrequentienetwerk voor analoge uitzendingen beschikt of over een gebruiksrecht op een radiofrequentienetwerk met een theoretisch communautair, multiprovinciaal of provinciaal verzorgingsgebied voor digitale uitzendingen;

42°/2 Onafhankelijke radio: een private klankdienst die in zijn oorspronkelijke vergunning beschikt over één radiofrequentie voor analoge uitzendingen of over een recht om een radiofrequentie of een radiofrequentienetwerk met een lokaal verzorgingsgebied te gebruiken voor digitale uitzendingen;

42°/3 Associatieve en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding : de onafhankelijke radio die :

a) een minimumaantal uren aan actualiteitenprogramma's, permanente opvoeding, culturele ontwikkeling en burgerparticipatie uitzendt, waarvan een deel in eigen productie en werken voor creatie op radio. Dat aantal uren wordt door de Regering bepaald;

b) hoofdzakelijk een beroep doet op vrijwilligerswerk;

c) vrijwilligers laat deelnemen aan zijn beheersorganen;

d) geen beroep doet op reclame of over beperkte reclame-inkomsten beschikt waarvan het maximumbedrag door de Regering wordt bepaald;”.

14° punt 53° wordt opgeheven.

**Art. 2.** In de artikelen 2.3-2, § 3, en 2.4-2, § 3, van hetzelfde decreet worden de woorden “betreffende de toepassing van paragrafen 1 en 2. “telkens ingevoegd tussen het woord “gebruikers” en het woord “Dit”.

**Art. 3.** In artikel 2.5-2 van hetzelfde decreet wordt tussen de paragrafen 2 en 3 een paragraaf 2/1 ingevoegd, luidend als volgt : « § 2/1. Elke aanbieder van een videoplatformdienst moet een intern mechanisme opzetten om geschillen met zijn gebruikers over de toepassing van de paragrafen 1 en 2 te beslechten. Dit mechanisme moet een onpartijdige beslechting van geschillen mogelijk maken en mag de gebruiker de gewone rechtsmiddelen niet ontnemen. ».

**Art. 4.** In artikel 3.1.1-2 van hetzelfde decreet worden het vierde lid en het laatste lid opgeheven.

**Art. 5.** In de artikelen 3.1.2-1, 3.1.3-3, 3.1.3-7, 3.1.3-8, 3.1.3-12, 3.2.2-3, 3.3-1, 3.4-1, 3.5.1-1, 3.5.1-2, 3.5.2-2, 3.5.3-1, 4.2.1-3, 5.7-1, 6.1.2-1, 6.2.2-2, 9.1.2-3, 9.2.2-3, 9.2.3-1 en 9.2.3-2 van hetzelfde decreet worden de woorden "een ter post aangetekend schrijven" telkens vervangen door de woorden "langs elektronische weg met ontvangstbevestiging".

**Art. 6.** In artikel 3.1.2-1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "de artikelen 8.2.1-14 tot en met 8.2.1-22" vervangen door de woorden "3.5.0-14 tot en met 3.5.0-22" ;

2° het eerste lid van paragraaf 3 wordt vervangen als volgt : "In afwijking van paragraaf kunnen de administratieve aangifteformaliteiten worden versoepeld voor de uitgevers van audiovisuele mediadiensten die via een open distributieplatform worden verspreid. » ;

3° aan het einde van het tweede lid van paragraaf 3 wordt een punt toegevoegd.

**Art. 7.** In artikel 3.1.3-1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden het tweede lid tot het vijfde lid opgeheven ;

2° in paragraaf 3 worden de woorden "8.2.1-5 tot 8.2.1-12" vervangen door de woorden "3.5.0-5 tot 3.5.0-12".

**Art. 8.** In artikel 3.1.3-2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "8.2.1-7" wordt telkens vervangen door het woord "3.5.0-7" ;

2° het woord "8.2.1-11" wordt telkens vervangen door het woord "3.5.0-11".

**Art. 9.** In artikel 3.1.3-3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "8.2.1-7 of 8.2.1-11" vervangen door de woorden "3.5.0-7 of 3.5.0-11";

2° in paragraaf 3, 7°, worden de woorden "3.1.3-1, § 1, vierde lid" vervangen door de woorden "1.3-1, 42°/3".

**Art. 10.** In artikel 3.1.3-4, § 2, van hetzelfde decreet wordt de woorden "3.1.3-1, § 1, vierde lid" telkens vervangen door de woorden "1.3-1, 42°/3".

**Art. 11.** In artikel 3.1.3-7 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 5 vervangen als volgt : « § 5. Uiterlijk op 30 juni van elk jaar moet de vergunninghouder het College voor vergunning en controle :

1° een activiteitenverslag van het afgelopen jaar sturen. Dat verslag omvat inzonderheid de elementen, waaronder de uitzendlijsten van muziekwerken, aan de hand waarvan de naleving van de decreetverplichtingen en van het bestek van de offerteaanvraag geïnfereerd kan worden, evenals van de verbintenissen die in de beschrijvende fiche van de klankdienst opgenomen zijn. In afwijking daarvan moeten de onafhankelijke radio's het activiteitenverslag van het afgelopen jaar gedurende de eerste drie jaar en vervolgens om de twee jaar voorleggen. Het College voor vergunning en controle kan steekproefcontroles uitvoeren voor de periodes waarvoor geen verslag wordt uitgebracht;

2° de balansen en de jaarrekeningen van de vennootschap of van de vereniging zonder winstoogmerk afgesloten per 31 december van elk jaar;

3° een verslag over de financiële gezondheid van de vennootschap of van de vereniging zonder winstoogmerk, met inbegrip van de omzet van de reclame, de werkgelegenheidssituatie en, indien van toepassing, een lijst van de exploitanten met hun balans en resultatenrekening;

4° in voorkomend geval, een verslag waaruit blijkt hoe de vergunninghouder het behoud van zijn hoedanigheid als associatieve en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding heeft kunnen verantwoorden. ».

**Art. 12.** In artikel 3.1.3-8 § 3 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt : "In afwijking van paragraaf 2 kunnen de administratieve aangifteformaliteiten worden versoepeld voor uitgevers van klankmediadiensten die via een open distributieplatform worden verdeeld. ».

**Art. 13.** In artikel 3.1.3-12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 3.1.3-12, § 1, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt : "Onder "Schoolradio" wordt verstaan de radio met één frequentie die wordt uitgegeven door een basisschool, een middelbare school of een hogeschool met een afdeling gericht op communicatie of onderwijsopleiding, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. » ;

2° in paragraaf 1, zesde lid, worden de woorden "8.2.1-5 tot 8.2.1-8 en 8.2.1-11" vervangen door de woorden "3.5.0-5 tot 3.5.0-8 en 3.5.0-11";

3° het vorige zevende lid van paragraaf 1 wordt opgeheven;

4° in paragraaf 1, negende lid, worden de woorden "8.2.1-9" vervangen door de woorden "3.5.0-9";

5° in paragraaf 1, tiende lid, worden de woorden "8.2.1-2, § 2" vervangen door "3.5.0-2, § 2";

6° in paragraaf 2 wordt het woord "bij" vervangen door de woorden "langs elektronische weg met ontvangstbevestiging bij de diensten".

**Art. 14.** In artikel 3.2.1-1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "uitgevers van audiovisuele nabijheidsmediadiensten, hierna "nabijheidsmedia" genoemd" worden opgeheven ;

2° de aanhalingstekens rond "nabijheidsmedia" worden opgeheven;

3° aan het einde van het eerste lid wordt een punt toegevoegd.

**Art. 15.** Artikel 3.2.1-4, § 1, tweede lid van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt : "Voor de toepassing van het eerste lid, 6°, wordt een coproductie uitgevoerd door een nabijheidsmedia gelijkgesteld met een eigen productie, naar rato van het budget dat het effectief heeft vastgelegd.

Gefilmde radioprogramma's of gelijkgestelde, kunnen niet worden meegerekend als eigen productie. ».

**Art. 16.** In artikel 3.2.2-3, § 2, van hetzelfde decreet wordt een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt : “De aldus berekende werkingssubsidie omvat, voor een bedrag van 10.583 euro per vaste betrekking, een deel van de jaarlijkse forfaitaire subsidie voorzien in het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap. Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de verhouding tussen de gezondheidsindex die geldt op 1 januari van het betreffende boekjaar en die welke geldt op 1 januari 2022. ».

**Art. 17.** Artikel 3.2.3-3 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 3.2.3-3. Niemand kan als bestuurder of waarnemer van de Regering worden aangesteld, indien hij een mandaat, een ambt of een betrekking uitoefent in de dienstenuitgever, een dienstverdelers, een netwerkexploitant, een orgaan van de geschreven pers of van een privaatrechtelijke of publiekrechtelijke vennootschap die een gelijkaardige activiteit als doel heeft, voor zover dit mandaat, dit ambt of deze betrekking waarschijnlijk aanleiding zal geven tot een belangenconflict met de belangen van de betrokken nabijheidsmedia. ».

**Art. 18.** In artikel 3.2.4-1, § 1, van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd luidend als volgt : “De aldus berekende werkingssubsidie omvat, voor een bedrag van 10.583 euro per vaste betrekking, een deel van de jaarlijkse forfaitaire subsidie voorzien in het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap. Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de verhouding tussen de gezondheidsindex die geldt op 1 januari van het betreffende boekjaar en die welke geldt op 1 januari 2022. ».

**Art. 19.** Paragraaf 4 van artikel 3.2.4-1 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « § 4. De werkingssubsidies van de nabijheidsmedia worden jaarlijks geïndexeerd op basis van de index van de consumptieprijs van de maand januari. ».

**Art. 20.** In artikel 3.4-1, § 1, van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt : “In afwijking van het eerste lid zijn de RTBF, de nabijheidsmedia en uitgever van private klankdiensten die via analoge terrestrische hertzgolven worden uitgezonden, niet onderworpen aan de bepalingen van dit artikel voor wat betreft de verdeling van hun eigen diensten. ».

**Art. 21.** In hetzelfde besluit wordt tussen de artikelen 3.4-1 en titel V van Boek III een artikel 3.4-2 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.4-2. De netwerkexploitanten via digitale terrestrische hertzgolven bedoeld in de artikelen 3.5.0-12, §§ 3 tot 5, en 3.5.0-19, §§ 4 tot 7, worden beschouwd als dienstverdelers, met uitzondering van diensten waarvan de verdeling wordt verzorgd door de uitgever van deze diensten of door een derde vennootschap die door de uitgever is aangewezen.

De vennootschappen bedoeld in het eerste lid doen aangifte overeenkomstig artikel 3.4-1. ».

**Art. 22.** In het boek III, titel V van hetzelfde decreet wordt een inleidend hoofdstuk ingevoegd « INLEIDEND HOOFDSTUK : netwerkexploitanten via terrestrische hertzgolven » genoemd

**Art. 23.** In het boek III, titel V, inleidend hoofdstuk, ingevoegd bij artikel 22, wordt een eerste afdeling ingevoegd, “EERSTE AFDELING genoemd: Gemeenschappelijke regels”.

**Art. 24.** In de eerste afdeling ingevoegd bij artikel 23, wordt een artikel 3.5.0-1 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-1. Behalve zoals bepaald voor de analoge uitzending van televisiediensten, stelt de regering de lijsten van radiofrequenties op die kunnen worden toegewezen aan elke categorie van audiovisuele mediadiensten bedoeld in deze afdeling.

De Regering zal de lijsten van radiofrequenties opstellen in overeenstemming met de federale technische normen terzake. Anders zal de regering de internationale normen op dit gebied naleven. De regering kan normen vaststellen die in overeenstemming zijn met de bovengenoemde normen.

Uitzendingen van audiovisuele mediadiensten worden in hun respectieve dienstgebieden beschermd tegen interferentie door uitzendingen van andere audiovisuele mediadiensten overeenkomstig de normen bedoeld in het tweede lid. ».

**Art. 25.** In dezelfde eerste afdeling wordt een artikel 3.5.0-2 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-2. § 1. Naargelang van het geval verleent het College voor vergunning en controle vergunning voor het gebruik en wijst het de radiofrequenties toe volgens de lijst bepaald door de Regering.

De toewijzing van de radiofrequentie maakt het voorwerp uit van een vergunning verleend voor een termijn van negen jaar en houdt het gebruik in van alle technische kenmerken die ermee verbonden zijn. De vergunning is niet overdraagbaar.

In afwijking van het tweede lid zal, in het geval van toewijzing van radiofrequenties voor de uitzending van private digitale terrestrische klankdiensten, het verstrijken van deze vergunning overeenstemmen met het verstrijken van de vergunningen voor de door de netwerkexploitant uitgezonden klankdiensten.

Elke vergunning vervalt automatisch indien de radiofrequentie gedurende een periode van zes opeenvolgende maanden niet gebruikt wordt. Op verzoek van de vergunninghouder, dat uiterlijk een maand vóór het verstrijken van de vergunning wordt ingediend, kan deze termijn door het College voor vergunning en controle met zes maanden worden verlengd, indien wordt vastgesteld dat een of meer vreemde en onweerstaanbare belemmeringen hem verhinderen de radiofrequentie te gebruiken. Deze mogelijkheid tot verlenging heeft noch tot doel noch tot gevolg de duur van de in het tweede lid bedoelde vergunning te verlengen.

De netwerkexploitant is ertoe gehouden het College voor vergunning en controle op de hoogte brengen wanneer de radiofrequentie voor het eerst wordt ingeschakeld en van elke onderbreking of hervatting van het gebruik. Als dergelijke kennisgevingen ontbreken, wordt aangenomen dat de radiofrequentie niet wordt gebruikt.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan het College voor vergunning en controle tijdelijk, analoge radiofrequenties, toewijzen aan rechtspersonen, na onderzoek van de technische mogelijkheden door de diensten van de regering. Alleen radiofrequenties die door diensten van de regering worden onderzocht en voorgesteld, kunnen worden toegewezen.

Radiofrequenties mogen alleen worden toegewezen voor dekkingsdoeleinden, door een specifieke dienst, van een evenement van culturele, sportieve, wetenschappelijke of algemene aard. Binnen dit kader onderzoekt de het College voor vergunning en controle de geschiktheid van de toekenning van de radiofrequentie op basis van het dekkingsgebied en de locatie van het betreffende evenement.

De toewijzingsakte omvat de technische kenmerken voor het gebruik van de radiofrequentie, het doel waarvoor de radiofrequentie voorlopig is toegewezen en de maximale gebruiksduur van de radiofrequentie, die niet meer dan 30 dagen mag bedragen. In afwijking hiervan kan het College voor vergunning en controle een vergunning verlenen voor een periode van 90 dagen, afhankelijk van de tijd dat de antenne aanstaat.

De aanvraag moet uiterlijk 60 dagen voordat de specifieke dienst moet worden uitgezonden, worden ingediend en moet ten minste het volgende bevatten :

- 1° de naam van de rechtspersoon ;
- 2° het adres van de maatschappelijke zetel en van het exploitatiezetel van de rechtspersoon;
- 3° de statuten van de rechtspersoon;
- 4° de locatie en de beschrijving van het evenement dat gedekt moet worden en de dekkingszone die overwogen is;
- 5° de data waarop de specifieke dienst zal worden uitgezonden en de rechtvaardiging voor de gevraagde duur.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 kan de regering radiofrequenties voorlopig toewijzen aan rechtspersonen met bewezen technische deskundigheid met testdoeleinden die bedoeld zijn om bij te dragen tot het vinden van een efficiënt gebruik van het radiospectrum, in het bijzonder in het kader van de ontwikkeling van nieuwe uitzendtechnologieën. De totale duur van deze voorlopige toewijzing voor testdoeleinden mag niet meer dan achttien maanden bedragen. De regering kan ook radiofrequenties toewijzen aan internationale organisaties die zich in het algemeen belang inzetten van de openbare veiligheid.

§ 4. Als vergoeding voor de concessie door de Franse Gemeenschap voor het gebruik van haar radiofrequenties en de diensten die verband houden met het beheer van dit gebruik, kan een jaarlijkse bijdrage door de Regering worden geheven bij elke netwerkexploitant. De regering stelt het bedrag van de bijdrage vast, die compenserend van aard moet zijn zodat er een redelijke verhouding is tussen de waarde van de verleende dienst en de het bedrag van de bijdrage.

§ 5. De netwerkexploitant moet garanderen dat zijn technische installaties voldoen aan de technische kenmerken van de radiofrequenties die hem zijn toegewezen.

Wanneer de netwerkexploitant zijn vergunning ontvangt, vult hij een technische fiche in dat de volgende informatie bevat:

- 1° het vermogen aan de uitgang van het of de zendtoestel(len);
- 2° het type en de kenmerken van de antenne(s), met inbegrip van de richting, de winst, het richtingsdiagram evenals een nauwkeurige beschrijving van de samenstelling ervan (aantal en aard van de elementen);
- 3° het type en de lengte van de gebruikte kabel;
- 4° het type van alle apparatuur die tussen de zender en de antenne wordt geschakeld;
- 5° het totale vermogensverlies in het antennevoedingssysteem;
- 6° de gebruikte PI-code (Program Identification).

De technische fiche wordt naar het College voor vergunning en controle gestuurd om te controleren of de kenmerken van de vergunning worden nageleefd. In voorkomend geval legt het College voor vergunning en controle wijzigingen op aan de elementen die in de technische fiche vermeld zijn.

Wanneer de netwerkexploitant een of meer gegevens van de technische fiche wenst te wijzigen, brengt hij dat vooraf ter kennis van het College voor vergunning en controle voor verificatie.

De CSA zendt een afschrift van de technische fiche aan de Minister, evenals aan de diensten van de Regering en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. ».

**Art. 26.** In dezelfde eerste afdeling wordt een artikel 3.5.0-3 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-3. Voor elke verandering, met inbegrip van een uitwisseling van radiofrequenties, of elke wijziging van radiofrequenties moet een vergunning worden verleend door het College voor vergunning en controle.

Wanneer het daartoe een aanvraag ontvangt en nadat de technische verenigbaarheid van die aanvraag door de diensten van de Regering is nagekeken, lanceert het College voor vergunning en controle een openbare raadpleging over de aanvraag. Elke vergunde netwerkexploitant en elke persoon die een belang om tussen te komen rechtvaardigt, kunnen het College voor vergunning en controle binnen een maand in kennis stellen van elke reden die de weigering van de aanvraag kan rechtvaardigen.

In geval van een positieve beslissing van het College voor vergunning en controle wordt het vergunningsbewijs aangepast. ».

**Art. 27.** In dezelfde eerste afdeling wordt een artikel 3.5.0-4 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-4. § 1. Op verzoek van de Regering kan het College voor vergunning en controle een toegewezen radiofrequentie wijzigen of aanpassen telkens dat nodig is om :

- 1° een doeltreffende bescherming tegen mogelijke interferentie met andere radiocommunicatiediensten te verzekeren, met name in de nabijheid van luchthavens en luchtwegen;
- 2° om storingen tussen verschillende audiovisuele mediadiensten te vermijden.

§ 2. Deze wijziging, evenals voor elke andere wijziging die krachtens artikel 3.5.0-3 is toegestaan, of elke wijziging die in het algemeen wordt aangebracht aan de elementen die op het vergunningsbewijs of de technische fiche vermeld zijn, maakt het voorwerp uit van een aanhangsel. Dit laatste wordt door het College voor vergunning en controle naar de houder van de betrokken radiofrequentie gestuurd, evenals naar de diensten van de Regering en de diensten van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie. ».

**Art. 28.** In Boek III, Titel V, inleidend hoofdstuk, ingevoegd bij artikel 22, wordt een afdeling II ingevoegd, "AFDELING II genoemd : Private analoge klankdiensten".

**Art. 29.** In de afdeling II ingevoegd bij artikel 28, wordt een artikel 3.5.0-5 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-5. Het gebruik van radiofrequenties voor het analoge uitzenden van klankdiensten via terrestrische hertzgolven wordt door het College voor vergunning en controle vergund onder de in deze afdeling opgelegde voorwaarden. ».

**Art. 30.** In dezelfde afdeling wordt een artikel 3.5.0-6 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-6. Na de lijst te hebben vastgelegd van radiofrequenties die aan de uitzending van klankdiensten in analoge modus kunnen worden toegewezen overeenkomstig artikel 3.5.0-1, stelt de Regering het volgende vast :

1° de lijst van radiofrequenties die aan onafhankelijke radio's kunnen worden toegewezen;

2° het aantal netwerkradio's, hun theoretische verzorgingsgebieden en de toewijsbare radiofrequenties waaruit ze zijn samengesteld. ».

**Art. 31.** In dezelfde afdeling II wordt een artikel 3.5.0-7 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-7. De Regering publiceert een offerteaanvraag in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector.

De offerteaanvraag bevat de volgende elementen:

1° de lijst van radiofrequenties die kunnen worden toegewezen aan onafhankelijke radio's en netwerkradio's overeenkomstig de verdeling die is vastgesteld bij het in artikel 3.5.0-6 ;

2° de bestekken voor de onafhankelijke en netwerkradio's zoals opgesteld krachtens artikel 3.1.3-2;

3° het bedrag van de bijdrage bedoeld in artikel 3.5.0-2, § 4. Indien geen bijdrage werd vastgesteld, is geen bijdrage verschuldigd voor de duur van de vergunningen die in het kader van de offerteaanvraag worden toegekend;

4° de termijn waarbinnen en de nadere regels volgens dewelke de kandidaturen moeten worden ingediend;

5° op voorstel van het College voor vergunning en controle of op eigen initiatief, de criteria en de eventuele weging daarvan die door het College zullen worden gebruikt om de kandidaturen te beoordelen overeenkomstig artikel 3.1.3-4.

Op advies van het College voor vergunning en controle kan de Regering andere nadere regels vastleggen in de offerteaanvraag of de aanvragers vrijstellen van de indiening van bepaalde documenten bedoeld in artikel 3.1.3-3, § 2 tot en met 4, indien ze al op andere offerteaanvragen voor dezelfde klankdienst hebben gereageerd. ».

**Art. 32.** In dezelfde afdeling II wordt een artikel 3.5.0-8 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-8. De aanvragen worden onderzocht overeenkomstig de artikelen 3.1.3-3 en 3.1.3-4.

Het College voor vergunning en controle kent een radiofrequentie toe aan elke onafhankelijke radio en een netwerk van radiofrequenties aan elke netwerkradio. Het College kan de dienstzone van onafhankelijke radio's en netwerkradio's verbeteren met een of meer storingsvrije uitzendfrequenties, na onderzoek van de technische mogelijkheden door de diensten van de regering.

Wanneer ze vaststelt dat er nieuwe radiofrequenties beschikbaar zijn, kan de Regering het in artikel 3.5.0-6 bedoelde besluit wijzigen om de theoretische dienstzone van een netwerkradio met nieuwe radiofrequenties aan te vullen.

In geval van faillissement van de dienstenuitgever keert de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk terug naar de Franse Gemeenschap zodra het vonnis van faillietverklaring in kracht van gewijsde is gegaan. ».

**Art. 33.** In Boek III, Titel V, inleidend hoofdstuk, ingevoegd bij artikel 22, wordt een afdeling III ingevoegd, "AFDELING III genoemd : Private digitale klankdiensten".

**Art. 34.** In de afdeling III ingevoegd bij artikel 33, wordt een artikel 3.5.0-9 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-9. Het gebruik van radiofrequenties voor het uitzenden van digitale klankdiensten via terrestrische hertzgolven wordt door het College voor vergunning en controle vergund onder de in deze afdeling opgelegde voorwaarden. ».

**Art. 35.** In dezelfde afdeling III wordt een artikel 3.5.0-10 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-10. Na de lijst te hebben vastgelegd van radiofrequenties die aan de uitzending van digitale klankdiensten kunnen worden toegewezen overeenkomstig artikel 3.5.0-1, bepaalt de Regering :

1° de lijst van radiofrequenties die door onafhankelijke radio's kunnen worden gebruikt met de verdeling van de capaciteit in kbps;

2° het aantal netwerkradio's, hun theoretische dienstzones en de bruikbare radiofrequenties waaruit ze zijn samengesteld, met de verdeling van de capaciteit in kbps. ».

**Art. 36.** In dezelfde afdeling III wordt een artikel 3.5.0-11 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-11. De Regering publiceert een offerteaanvraag in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector.

De offerteaanvraag bevat de volgende elementen:

1° de lijst van radiofrequenties, met de verdeling van de capaciteit in kbps, die gebruikt kunnen worden door onafhankelijke radio's en netwerkradio's overeenkomstig de verdeling die is vastgesteld bij het in artikel 3.5.0-10 ;

2° de bestekken voor de onafhankelijke en netwerkradio's zoals opgesteld krachtens artikel 3.1.3-2;

3° het bedrag van de bijdrage bedoeld in artikel 3.5.0-2, § 4. Indien geen bijdrage werd vastgesteld, is de netwerkexploitant geen bijdrage verschuldigd voor de duur van de vergunningen die in het kader van de offerteaanvraag worden toegekend;

4° de termijn waarbinnen en de nadere regels volgens dewelke de kandidaturen moeten worden ingediend;

5° op voorstel van het College voor vergunning en controle of op eigen initiatief, op advies van het College voor vergunning en controle, de criteria en de eventuele weging daarvan die door het College zullen worden gebruikt om de kandidaturen te beoordelen overeenkomstig artikel 3.1.3-4.

Op advies van het College voor vergunning en controle kan de Regering andere nadere regels vastleggen in de offerteaanvraag of de aanvragers vrijstellen van de indiening van bepaalde documenten bedoeld in artikel 3.1.3-3, § 2 tot en met 4, indien ze al op andere offerteaanvragen voor dezelfde klankdienst hebben gereageerd. ».

**Art. 37.** In dezelfde afdeling III wordt een artikel 3.5.0-12 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-12. § 1. De aanvragen worden onderzocht overeenkomstig de artikelen 3.1.3-3 en 3.1.3-4.

Het College voor vergunning en controle levert een gebruiksrecht voor de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk af aan elke onafhankelijke radio en netwerkradio. Het College kan de dienstzone van onafhankelijke radio's en netwerkradio's verbeteren met een of meer storingsvrije uitzendfrequenties, na onderzoek van de technische mogelijkheden door de diensten van de regering.

De Regering kan het in artikel 3.5.0-10 bedoelde besluit wijzigen om de theoretische dienstzone van een netwerkradio met nieuwe radiofrequenties aan te vullen.

In geval van faillissement van de dienstenuitgever keert het gebruik van de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk terug naar de Franse Gemeenschap zodra het vonnis van faillietverklaring in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 2. De dienstenuitgevers die houder zijn van een gebruiksrecht op dezelfde radiofrequentie of hetzelfde radiofrequentienetwerk, kunnen op basis van een overeenkomst gesloten met ten minste 80% van deze dienstenuitgevers, en in voorkomend geval met de RTBF wanneer ze ook over capaciteit op deze radiofrequentie of dit radiofrequentienetwerk beschikt, aan het College voor vergunning en controle een vennootschap voorstellen die belast is met de uitvoering van de nodige technische handelingen voor de uitzending van de betrokken auditieve diensten.

De offerteaanvraag wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd en omvat de volgende elementen :

1° de radiofrequentie(s) die kan (kunnen) worden toegewezen en de lijst van de klankdiensten die beschikken over een gebruiksrecht van de genoemde radiofrequenties met hun respectieve capaciteiten;

2° de eventuele capaciteiten van de toe te wijzen radiofrequentie(s) die voor datatransmissie kan worden gebruikt;

3° de uitzending van de betrokken klankdiensten.

§ 3. Bij ontstentenis van een voorstel van de dienstenuitgevers overeenkomstig paragraaf 2 kan de Regering een offerteaanvraag lanceren voor de radiofrequentie of het bedrag van de bijdrage bedoeld in artikel 3.5.0-2, § 4. Indien geen bijdrage werd vastgesteld, is geen bijdrage verschuldigd voor de duur van de vergunning die in het kader van de offerteaanvraag wordt toegekend;

4° de termijn waarbinnen en de nadere regels volgens dewelke de kandidaturen moeten worden ingediend.

§ 4. De kandidaturen voor de in de vorige paragraaf bedoelde offerteaanvraag worden langs elektronische weg met ontvangstbevestiging ingediend bij de voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector binnen de termijn vastgesteld in de offerteaanvraag. Ze omvatten de volgende elementen:

1° de rechtsvorm van de kandidaat, evenals, in voorkomend geval, de samenstelling van zijn kapitaal en zijn bestuursorganen;

2° het adres van de maatschappelijke zetel en van zijn exploitatiezetel indien dit verschilt van de maatschappelijke zetel;

3° de commerciële voorwaarden voor toegang tot de technische handelingen, met inbegrip, in voorkomend geval, van de toegang tot het systeem met voorwaardelijke toegang;

4° een financieel plan opgesteld over een periode van ten minste 3 jaar;

5° de technische kenmerken van signaalvorming, transmissie en uitzending.

§ 5. Binnen de maand na de datum waarop de offerteaanvraag werd afgesloten, neemt het College voor vergunning en controle een beslissing over de kandidaturen. Het beoordeelt de kandidaturen op grond van de volgende elementen :

1° de commerciële voorwaarden voor toegang tot de technische handelingen;

2° de ervaring van de kandidaten op het gebied van signaaltransmissie van audiovisuele mediadiensten.

§ 6. Indien de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk reeds gedeeltelijk ter beschikking van de RTBF is gesteld, kan de RTBF door de Regering worden aangewezen als de netwerkexploitant van de betrokken radiofrequentie of het betrokken radiofrequentienetwerk.

§ 7. Het College voor vergunning en controle verleent de in de paragrafen 2 tot en met 5 bedoelde netwerkexploitant een vergunning en wijst hem de bijbehorende radiofrequentie(s) toe.

Het vergunningsbewijs vermeldt :

1° de identiteit van de houder ;

2° het adres van de maatschappelijke zetel van de houder;

3° de toegewezen radiofrequentie(s) en de lijst van de klankdiensten die beschikken over een gebruiksrecht van de genoemde radiofrequenties met hun respectieve capaciteiten;

4° de eventuele capaciteit voor datatransmissie;

5° de datum van inwerkingtreding van de vergunning.

De vergunning komt niet in het gedrang door de verlening van een nieuwe vergunning voor een gebruiksrecht overeenkomstig de in de artikelen 3.1.3-2 tot en met 3.1.3-4 bedoelde procedure.

§ 8. De netwerkexploitant moet de toegang tot technische handelingen garanderen onder billijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden.

§ 9. In afwijking van artikel 3.5.0-2, § 1, vierde lid, wanneer de in de paragrafen 1 en 7 bedoelde vergunningen verleend zijn, stelt het College voor vergunning en controle de datum vast waarop de uitgever zijn dienst moet uitzenden, dit door middel van een aanhangsel bij de gebruiksvergunning van de dienstenuitgever bedoeld in artikel 3.1.3-7. Deze datum wordt bepaald in overleg met de dienstenuitgever en de betrokken netwerkexploitant.

§ 10. De Hoge Raad voor de Audiovisuele sector stuurt een voor eensluidend verklaard afschrift van het vergunningsbewijs van de netwerkexploitant naar de Minister, evenals naar de diensten van de Regering en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. ».

**Art. 38.** In het boek III, titel V, inleidend hoofdstuk, ingevoegd bij artikel 22, wordt een afdeling IV ingevoegd, "AFDELING IV genoemd : Private analoge en digitale klankdiensten".

**Art. 39.** In de afdeling IV ingevoegd bij artikel 38, wordt een artikel 3.5.0-13 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-13. In een gemeenschappelijke procedure kan de Regering de toewijzing van radiofrequenties voor de uitzending van analoge klankdiensten koppelen aan de toekenning van een gebruiksrecht van radiofrequenties voor de uitzending van digitale klankdiensten.

In dat geval publiceert de Regering een offerteaanvraag waarin de in de artikelen 3.5.0-7 en 3.5.0-11 bedoelde elementen verenigd zijn om aan dezelfde klankdienst radiofrequenties voor de analoge uitzending en voor de digitale uitzending. ».

**Art. 40.** In het Boek III, Titel V, inleidend hoofdstuk, ingevoegd bij artikel 22, wordt een afdeling V ingevoegd, "AFDELING V genoemd : Private digitale televisiediensten".

**Art. 41.** In de afdeling V ingevoegd bij artikel 40, wordt een artikel 3.5.0-14 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-14. Het gebruik van radiofrequenties voor het uitzenden van digitale televisiediensten via terrestrische hertzgolven wordt door het College voor vergunning en controle vergund onder de in deze afdeling vastgestelde voorwaarden. ».

**Art. 42.** In dezelfde afdeling wordt een artikel 3.5.0-15 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-15. Voor de toepassing van deze afdeling worden twee categorieën van digitale televisiediensten via terrestrische hertzgolven onderscheiden :

1° digitale televisiediensten die bedoeld zijn om te worden ontvangen via een vaste of draagbare antenne;

2° persoonlijke mobiele televisiediensten, bestemd om in beweging te worden ontvangen met volledige energie-autonomie. ».

**Art. 43.** In dezelfde afdeling wordt een artikel 3.5.0-16 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-16. Na de lijst te hebben vastgelegd van radiofrequenties die aan de uitzending van digitale televisiediensten kunnen worden toegewezen overeenkomstig artikel 3.5.0-1, bepaalt de Regering, voor elke in artikel 3.5.0-15 bedoelde categorie, het aantal televisiediensten, hun theoretische dienstzones en de bruikbare radiofrequenties waaruit ze zijn samengesteld, met de verdeling van de capaciteit in kbps. ».

**Art. 44.** In dezelfde afdeling wordt een artikel 3.5.0-17 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-17. De Regering publiceert een offerteaanvraag in het *Belgisch Staatsblad*.

De offerteaanvraag bevat de volgende elementen:

1° de lijst van radiofrequenties die door televisiediensten kunnen worden gebruikt overeenkomstig de verdeling die is vastgesteld bij het in artikel 3.5.0-16 bedoelde besluit;

2° het bedrag van de bijdrage bedoeld in artikel 3.5.0-2, § 4. Indien geen bijdrage werd vastgesteld, is de netwerkexploitant geen bijdrage verschuldigd voor de duur van de vergunningen die in het kader van de offerteaanvraag worden toegekend;

3° de termijn waarbinnen en de nadere regels volgens dewelke de kandidaturen moeten worden ingediend;

4° op voorstel van het College voor vergunning en controle of op eigen initiatief, op advies van het College voor vergunning en controle, de criteria en de eventuele weging ervan die het College zal gebruiken bij de beoordeling van de kandidaturen overeenkomstig artikel 3.5.0-19, § 1.

De regering kan in de offerteaanvraag andere nadere regels bepalen op advies van het College voor Vergunning en Controle. ».

**Art. 45.** In dezelfde afdeling wordt een artikel 3.5.0-18 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-18. § 1. De kandidaturen voor de offerteaanvraag worden langs elektronische weg met ontvangstbevestiging ingediend bij de voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector binnen de termijn vastgesteld in de offerteaanvraag.

De aanvrager specificeert de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk waarvan hij het gebruik aanvraagt. De aanvrager kan zich kandidaat stellen voor meerdere radiofrequenties of radiofrequentienetwerken. In dit geval moet hij zijn voorkeuren opsommen en motiveren.

De aanvraag moet vergezeld gaan van de volgende elementen :

1° voor een kandidaat die nog niet is aangegeven met toepassing van Onderafdeling 1 van Afdeling 1 van Hoofdstuk 2, van Titel 1 van Boek III, alle gegevens bedoeld in artikel 3.1.2-1, § 2, met uitzondering van 8° en 9° ;

2° voor een reeds aangegeven dienstuitgever of, in voorkomend geval, een reeds vergund nabijheidsmedia, in het geval van de integrale overname van een of meer van zijn televisiediensten, de gegevens 1° en 5° bedoeld in artikel 3.1.2-1, § 2;

3° voor een dienstuitgever die over een vergunning of een gelijkaardige akte beschikt die in een lidstaat van de Europese Unie is uitgereikt in het geval van volledige overname van een of meer van zijn televisiediensten, alle gegevens bedoeld in artikel 3.1.2-1, § 2, met uitzondering van 8° en 9°, evenals een afschrift van de overeenkomstige vergunning(en) of gelijkaardige akte;

4° in voorkomend geval, de nadere regels voor de commercialisering van de betrokken dienst(en), evenals elke overeenkomst die is gesloten of wordt overwogen met een exploitant van een systeem voor voorwaardelijke toegang;

5° de eventuele voorstellen van de kandidaat betreffende de technische of commerciële groepering van zijn televisiedienst(en) met andere televisiediensten die door derden worden uitgegeven.

§ 2. Binnen een maand na de datum waarop de offerteaanvraag werd afgesloten, deelt de voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector de kandidaat mee dat zijn aanvraag in aanmerking werd genomen en deelt dat ook mee aan de Minister evenals aan de diensten van de Regering. ».

**Art. 46.** In dezelfde afdeling wordt een artikel 3.5.0-19 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-19. § 1. Het College voor vergunning en controle levert de vergunningen voor het gebruik van radiofrequenties af aan de uitgevers van televisiediensten binnen drie maanden nadat de offerteaanvraag werd gesloten.

Het College voor vergunningen en controle beslist over alle aanvragen die op grond van artikel 3.5.0-18, § 1 worden ingediend en levert vergunningen af voor het gebruik van radiofrequenties door het belang van elke aanvraag af te wegen tegen de noodzaak om het pluralisme en de diversiteit van de culturele expressie van het televisielandschap van de Franse Gemeenschap te garanderen, en van de verbintenissen die de kandidaten in toepassing van artikel 6.1.1-1, § 3, zijn aangegaan of hun bijdrage aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector in toepassing van artikel 6.1.1-1, § 1.

Het houdt ook zoveel mogelijk rekening met de samenhang van de voorstellen geformuleerd door de aanvragers wat betreft de technische of commerciële groepering van diensten binnen een digitaal netwerk.

In de mate waarin ze financieel en economisch levensvatbaar zijn, geeft het College de voorkeur aan diensten waarvoor de gebruikers geen vergoeding moeten betalen.

In het geval van offerte aanvragen waarin een radiofrequentie of een radiofrequentienetwerk met een multiprovinciale of provinciale theoretische dienstzone wordt aangeboden, ziet het College erop toe dat elke nabijheidsmedia die een kandidatuur heeft ingediend voor de volledige overname van een van zijn televisiediensten, beschikt over capaciteit op de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk met een theoretische dienstzone die de dekkingszone van de nabijheidsmedia bestrijkt, zodat het zijn openbare opdracht kan uitoefenen overeenkomstig artikel 3.2.1-2.



Het vergunningsbewijs vermeldt :

- 1° de naam van de televisiedienst ;
- 2° de identiteit van de houder ;
- 3° het adres van de maatschappelijke zetel van de houder;
- 4° de radiofrequentie(s) waarvoor een gebruiksrecht wordt verleend met vermelding van de capaciteit in kbps;
- 5° de datum van inwerkingtreding van de vergunning.

§ 2. Wanneer vergunningen voor het gebruik van een radiofrequentie of een radiofrequentienetwerk worden afgeleverd aan uitgevers van televisiediensten met een vergunning of een soortgelijke akte die in een lidstaat van de Europese Unie is afgeleverd, worden de betrokken televisiediensten beschouwd als televisiediensten die onder dit decreet vallen en aan alle bepalingen ervan zijn onderworpen.

§ 3. Vergunningen voor het gebruik van een radiofrequentie of radiofrequentienetwerk zijn niet overdraagbaar. De looptijd van een vergunning bedraagt maximaal negen jaar. Voor nabijheidsmedia en de in paragraaf 2 bedoelde uitgevers wordt deze beperkt tot de duur van de vergunning om de betrokken televisiedienst uit te zenden, onverminderd de eventuele verlenging van deze vergunning in overeenstemming met de geldende regelgeving.

De regering kan het in artikel 3.5.0-16 bedoelde besluit wijzigen om de theoretische dienstzone van een televisiedienst aan te vullen met nieuwe radiofrequenties.

In geval van faillissement van de dienstuitgever keert het gebruik van de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk terug naar de Franse Gemeenschap zodra het vonnis van faillietverklaring in kracht van gewijsde is gegaan.

Indien het gebruik van een radiofrequentie of radiofrequentienetwerk zou worden vrijgegeven wegens het verstrijken van een vergunning, wegens de stopzetting van de activiteit of wegens een faillissement, lanceert de Regering een nieuwe offerteaanvraag voor de vrijgegeven capaciteit in de vormen en onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 3.5.0-17 tot en met 3.5.0-19, § 1. In dit geval verstrijkt de verleende gebruiksvergunning op de vervaldatum van de eerder voor deze capaciteit toegekende vergunning.

§ 4. De dienstuitgevers die houder zijn van een gebruiksrecht op dezelfde radiofrequentie of hetzelfde radiofrequentienetwerk, kunnen gezamenlijk, en in voorkomend geval samen met de RTBF wanneer ze ook over capaciteit op deze radiofrequentie of dit radiofrequentienetwerk beschikt, aan het College voor vergunning en controle een vennootschap voorstellen die belast is met de uitvoering van de nodige technische handelingen voor de uitzending van de betrokken televisiediensten.

§ 5. Bij ontstentenis van een gezamenlijk voorstel van de dienstuitgevers kan de Regering een offerteaanvraag lanceren voor de betrokken radiofrequentie of het betrokken radiofrequentienetwerk.

De offerteaanvraag wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd en omvat de volgende elementen :

- 1° de radiofrequentie(s) die kan (kunnen) worden toegewezen en de lijst van de televisiediensten die beschikken over een gebruiksrecht van de genoemde radiofrequenties met hun respectieve capaciteiten;
- 2° de eventuele capaciteit van de toe te wijzen radiofrequentie(s) die voor datatransmissie kan worden gebruikt;
- 3° het bedrag van de bijdrage bedoeld in artikel 3.5.0-2, § 4. Indien geen bijdrage werd vastgesteld, is de netwerkexploitant geen bijdrage verschuldigd voor de duur van de vergunning die in het kader van de offerteaanvraag wordt toegekend;
- 4° de termijn waarbinnen en de nadere regels volgens dewelke de kandidaturen moeten worden ingediend;
- 5° op voorstel van de het College voor vergunning en controle of op eigen initiatief, op advies van het College voor vergunning en controle, de criteria en de eventuele weging daarvan die door het College zullen worden gebruikt om de kandidaturen te beoordelen overeenkomstig paragraaf 7.

De regering kan in de offerteaanvraag andere nadere regels bepalen op advies van het College voor Vergunning en Controle.

§ 6. De kandidaturen voor de in de vorige paragraaf bedoelde offerteaanvraag worden langs elektronische weg met ontvangstbevestiging ingediend bij de voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector binnen de termijn vastgesteld in de offerteaanvraag. Ze omvatten de volgende elementen:

- 1° de rechtsvorm van de kandidaat, evenals de samenstelling van zijn kapitaal en zijn bestuursorganen;
- 2° het adres van de maatschappelijke zetel en van zijn exploitatiezetel indien dit verschilt van de maatschappelijke zetel;
- 3° de commerciële voorwaarden voor toegang tot de technische handelingen, met inbegrip, in voorkomend geval, van de toegang tot het systeem met voorwaardelijke toegang;
- 4° een financieel plan opgesteld over een periode van ten minste 3 jaar;
- 5° de technische kenmerken van signaalforming, transmissie en uitzending.

§ 7. Het College voor vergunning en controle neemt een beslissing over de kandidaturen binnen een maand na de datum waarop de offerteaanvraag werd afgesloten. Het beoordeelt de kandidaturen op grond van de volgende elementen :

- 1° de commerciële voorwaarden voor toegang tot de technische handelingen;
- 2° de ervaring van de kandidaten op het gebied van signaaltransmissie van audiovisuele mediadiensten.

§ 8. Indien de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk reeds gedeeltelijk ter beschikking van de RTBF is gesteld, kan de RTBF door de Regering worden aangewezen als de netwerkexploitant van de betrokken radiofrequentie of het betrokken radiofrequentienetwerk.

§ 9. Het College voor vergunning en controle verleent de in de paragrafen 4 tot en met 7 bedoelde netwerkexploitant een vergunning en wijst hem de bijbehorende radiofrequentie(s) toe.

Het vergunningsbewijs vermeldt :

- 1° de identiteit van de houder ;
- 2° het adres van de maatschappelijke zetel van de houder;
- 3° de toegewezen radiofrequentie(s) en de lijst van de televisiediensten die beschikken over een gebruiksrecht van de genoemde radiofrequenties met hun respectieve capaciteiten;

4° de eventuele capaciteit voor datatransmissie;

5° de datum van inwerkingtreding van de vergunning.

De vergunning komt niet in het gedrang door de verlening van een nieuwe vergunning voor een gebruiksrecht overeenkomstig de in de artikelen 3.5.0-17 tot en met 3.5.0-19 bedoelde procedure.

§ 10. De netwerkexploitant moet de toegang tot technische handelingen garanderen onder billijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden.

§ 11. In afwijking van artikel 3.5.0-2, § 1, vierde lid, wanneer de in de paragrafen 1 en 9 bedoelde vergunningen verleend zijn, stelt het College voor vergunning en controle de datum vast waarop de uitgever zijn dienst moet uitzenden, dit door middel van een aanhangsel bij de gebruiksvergunning van de dienstenuitgever bedoeld in paragraaf 1. Deze datum wordt bepaald in overleg met de dienstenuitgever en de betrokken netwerkexploitant.

§ 12. De Hoge Raad voor de Audiovisuele sector stuurt een voor eensluidend verklaard afschrift van de in paragrafen 1 en 9 bedoelde vergunningsbewijzen naar de Minister, evenals naar de diensten van de Regering en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. ».

**Art. 47.** In het boek III, titel V, inleidend hoofdstuk, ingevoegd bij artikel 22, wordt een afdeling VI ingevoegd, "AFDELING VI genoemd : Private analoge televisiediensten".

**Art. 48.** In de afdeling VI ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 3.5.0-20 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-20. Het gebruik van radiofrequenties voor het uitzenden van analoge televisiediensten wordt door het College voor vergunning en controle vergund onder de in deze afdeling vastgestelde voorwaarden. ».

**Art. 49.** In dezelfde afdeling wordt een artikel 3.5.0-21 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-21. Elke dienstverlener die een of meer radiofrequenties wenst te gebruiken om in analoog uit te zenden, moet daartoe een aanvraag indienen bij de voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector langs elektronische weg met ontvangstbevestiging.

De aanvraag bevat de volgende elementen :

1° voor een reeds aangegeven dienstenuitgever, in geval van volledige overname van een van zijn televisiediensten, de benaming van de dienstenuitgever en de televisiedienst waarvoor de radiofrequentie(s) wordt (worden) aangevraagd;

2° voor een kandidaat-dienstenuitgever die nog niet is aangegeven in toepassing van Onderafdeling 1 van Afdeling 1 van Hoofdstuk 2, van Titel 1 van Boek III, alle gegevens bedoeld in artikel 3.1.2-1;

3° een financieel plan opgesteld over een periode van 3 jaar;

4° de geografische coördinaten van de vermoedelijke plaats van uitzending, evenals de hoogte van de antenne ten opzichte van de grond;

5° de gewenste radiofrequentie of -frequenties.

De dienstenuitgever kan de diensten van de regering verzoeken aan te geven welke radiofrequentie(s) eventueel beschikbaar is (zijn). In dat geval moet de dienstenuitgever een rekenrecht betalen in de gevallen bedoeld in artikel 3.5.0-3. ».

**Art. 50.** In dezelfde afdeling wordt een artikel 3.5.0-22 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 3.5.0-22. § 1. Binnen een maand na ontvangst van de aanvraag deelt de voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector de aanvrager mee dat zijn aanvraag in aanmerking werd genomen en zendt hij die door naar de Regering. Indien een coördinatie van de radiofrequentie(s) noodzakelijk blijkt, wordt de aanvrager in kennis gesteld van het verwachte tijdschema voor die coördinatie.

Indien de door de aanvrager gewenste radiofrequentie(s) verenigbaar is (zijn) of indien een of meer beschikbare radiofrequenties zijn geïdentificeerd, legt de Regering de lijst vast van deze radiofrequenties.

Binnen een maand na de datum waarop de lijst werd vastgelegd door de Regering, kent het College voor vergunning en controle de radiofrequentie(s) toe aan de aanvrager.

Het College voor vergunning en controle mag geen andere radiofrequenties toewijzen dan die welke door de Regering zijn voorgesteld.

§ 2. De Hoge Raad voor de Audiovisuele sector zendt een afschrift van het bewijs dat het gebruik van een of meer radiofrequenties door een dienstenuitgever toestaat naar de Minister, evenals naar de diensten van de regering en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. ».

**Art. 51.** In het boek III, titel V, van het decreet wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt : « HOOFDSTUK III : Andere netwerkexploitanten van elektronische communicatienetwerken en aanbieders van elektronische communicatiediensten ».

**Art. 52.** In artikel 3.5.3-1, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "de artikelen 3.5.1-1 en 3.5.2-1, alsmede de hoofdstukken 1 en 2 van titel 2 van het boek VIII" vervangen door de woorden "de inleidende, eerste en tweede hoofdstukken van titel V van boek III".

**Art. 53.** In artikel 4.1-1 van hetzelfde decreet worden de woorden « een de verdelers » ingevoegd tussen de woorden « De uitgevers » en « van de diensten ».

**Art. 54.** In artikel 4.2.1-4, § 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "artikel 6.1.1-1, § 3" en "6.1.1-1, § 4" worden elk vervangen door de woorden "6.1.1-1, § 2" ;

2° de woorden "gedeeltelijke of volledige bestelling, aankoop van programma's, externe prestaties, vooraankoop en coproductie" worden vervangen door de woorden "bestelling van programma's, aankoop van programma's, externe prestaties, vooraankoop en coproductie van audiovisuele werken";

3° de woorden "coproductie of vooraankoop" worden vervangen door de woorden "coproductie of vooraankoop van audiovisuele werken".

**Art. 55.** Artikel 4.2.2-1, § 4, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « § 4. De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing op een dienstenuitgever met een omzet in de zin van artikel 6.1.1-1, § 2, van minder dan 700.000 euro. Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumentenprijsindex voor januari 2023.

De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing op niet-lineaire televisiediensten waarvan het aandeel van kijkdichtheid per specifieke dienst minder dan 1% bedraagt van de totale kijkdichtheid voor soortgelijke diensten op de markt van de Franse Gemeenschap het voorgaande jaar. Het College voor vergunning en controle berekent en evalueert de kijkdichtheid per dienst, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen betaalde abonnementsdiensten, diensten die toegankelijk zijn via een transactionele aanvraag, diensten die deel uitmaken van een gegroepede dienstenaanbod en gratis toegangsdiensden, volgens een methodologie die door het College is gedefinieerd en door de regering is goedgekeurd.

De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing op een dienstverlener wiens televisiedienst van nature bedoeld is om uitsluitend of hoofdzakelijk niet-Europese producties aan te bieden. Onder "hoofdzakelijk" wordt verstaan 80% van de catalogus. ».

**Art. 56.** In artikel 4.2.3-1, § 1, van hetzelfde decreet wordt een derde lid ingevoegd luidend als volgt : "Wanneer het College voor vergunning en Controle een verzoek tot afwijking ontvangt om de linguïstische en culturele diversiteit op grond van dit artikel te waarborgen, houdt het rekening met de quota die zijn toegestaan in het kader van het beheerscontract van de RTBF, om ervoor te zorgen dat een verschillend en pluralistisch medialandschap wordt gehandhaafd, met inbegrip van een evenwicht tussen de publieke en de private sector. ».

**Art. 57.** Artikel 5.1-1 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 58.** In artikel 5.2-1 van hetzelfde decreet worden de woorden "en Europese richtlijnen" ingetrokken en vervangen door het woord "Europese".

**Art. 59.** In artikel 5.5-1 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd, luidend als volgt : « § 2/1. Elke aanbieder van een videoplatformdienst moet een intern mechanisme opzetten om geschillen met zijn gebruikers over de toepassing van de paragrafen 1 en 2 te beslechten. Dit mechanisme moet een onpartijdige beslechting van geschillen mogelijk maken en mag de gebruiker de gewone rechtsmiddelen niet ontnemen. ».

**Art. 60.** Artikel 6.1.1-1 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 6.1.1-1. § 1. Elke uitgever van lineaire en niet-lineaire televisiediensten dragen bij aan de audiovisuele productie. Deze bijdrage wordt geleverd in de vorm van investeringen in coproductie of vooraankoop van audiovisuele werken of in bestelling van programma's, ofwel in de vorm van een storting aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector.

In afwijking van het eerste lid is de bij dit artikel ingestelde bijdrage niet van toepassing op :

1° een dienstenuitgever die minder dan 10% van de jaarlijkse zendtijd van elk van de diensten die hij uitgeeft, besteedt aan de uitzending van audiovisuele werken;

2° RTBF ;

3° nabijheidsmedia;

4° dienstenuitgevers met een omzet van niet meer dan 700.000 euro;

5° de lineaire televisiediensten waarvan de kijkdichtheid per specifieke dienst minder dan 2% bedraagt van de totale kijkdichtheid die tijdens het voorbije jaar door gelijkaardige diensten op de markt van de Franse Gemeenschap werd behaald; het College voor vergunning en controle berekent en evalueert de kijkdichtheid per dienst volgens een methodologie die door het College wordt bepaald en door de Regering wordt goedgekeurd;

6° de niet-lineaire televisiediensten waarvan de kijkdichtheid per specifieke dienst minder dan 1% bedraagt van de totale kijkdichtheid die tijdens het voorbije jaar door gelijkaardige diensten op de markt van de Franse Gemeenschap werd behaald; het College voor vergunningen en controle berekent en evalueert de kijkdichtheid per dienst, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen betalende abonnementsdiensten, diensten die toegankelijk zijn op transactionele aanvraag, diensten die deel uitmaken van een gegroepede dienstenaanbod en gratis toegangsdiensden, volgens een methodologie die door het College wordt bepaald en door de Regering wordt goedgekeurd.

§ 2. De jaarlijkse bijdrage bedoeld in paragraaf 1 van de dienstverlener bedraagt ten minste :

0% van de omzet als deze minder is dan 700.000 euro;

2% van zijn omzet als deze hoger is dan of gelijk is aan 700.000 euro en lager dan 10 miljoen euro;

2,5% van de omzet als deze hoger is dan of gelijk is aan 10 miljoen euro en lager dan 20 miljoen euro;

3% van de omzet als deze hoger is dan of gelijk is aan 20 miljoen euro en lager dan 30 miljoen euro;

3,5% van de omzet als deze hoger is dan of gelijk is aan 30 miljoen euro en lager dan 45 miljoen euro;

4,25% van de omzet als deze hoger is dan of gelijk is aan 45 miljoen euro en lager dan 60 miljoen euro;

5% van de omzet als deze hoger is dan of gelijk is aan 60 miljoen euro en lager dan 75 miljoen euro ;5,75% van de omzet als deze hoger is dan of gelijk is aan 75 miljoen euro en lager dan 90 miljoen euro;

6,50% van de omzet als deze hoger is dan of gelijk is aan 90 miljoen euro en lager dan 105 miljoen euro;

7,25% van de omzet als deze hoger is dan of gelijk is aan 105 miljoen euro en lager dan 120 miljoen euro;

8% van de omzet als deze hoger is dan of gelijk is aan 120 miljoen euro en lager dan 135 miljoen euro;

8,75% van de omzet als deze hoger is dan of gelijk is aan 135 miljoen euro en lager dan 150 miljoen euro;

9,50% van de omzet als deze hoger is dan of gelijk is aan 150 miljoen euro.

Indien de informatie bedoeld in paragraaf 4, eerste en tweede lid niet binnen de gestelde termijnen is verstrekt, wordt de bijdrage van de dienstenuitgever op onverschuldigde wijze geacht 3 miljoen euro te bedragen, te betalen aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector.

De bedragen bedoeld in de paragrafen 1, tweede lid, 4°, en 2, eerste en tweede lid, worden jaarlijks aangepast op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2023.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "omzet" verstaan : de som van de bedragen die de dienstenuitgever, exclusief belasting op toegevoegde waarde, heeft gefactureerd in verband met het opnemen van commerciële communicatie in zijn televisiediensten, na aftrek van commissies en bonussen, en in verband met het tegen betaling beschikbaar stellen van zijn televisiediensten of -programma's in het voorafgaande kalenderjaar. Indien de dienstenuitgever zelf de activiteit van dienstenverdelers zoals bedoeld in artikel 3.4-1 uitoefent voor de televisiediensten waarvoor hij aangifte deed of op grond van dit decreet vergund is, omvat de omzet die uit zijn activiteit als dienstenverdelers resulteren van zijn eigen diensten zoals bepaald in artikel 6.1.2-1, § 3.

Voor de uitgevers van televisiediensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, wordt de omzet zonder marktonderscheid in aanmerking genomen, in voorkomend geval na aftrek van de omzet uit een lidstaat van de Europese Unie waarop de dienstenuitgever zich richt en waar hij onderworpen is aan een stelsel van financiële bijdrage voor de productie van Europese werken.

Voor externe uitgevers van televisiediensten houdt de omzet alleen rekening met inkomsten uit de markt van de Franse Gemeenschap.

§ 3. Wanneer de dienstverlener een bijdrage levert in de vorm van een investering, wordt het minimumbedrag van de bijdrage bedoeld in paragraaf :

1° voor minstens 35% geïnvesteerd in de coproductie of vooraankoop van Franstalige Belgische audiovisuele werken;

2° mag dat minimumbedrag maximaal 30% investeren in de bestelling van programma's. Ten minste 20% van de subsidiabele investering in bestellingen van programma's betreft de schrijf- en ontwikkelingskosten;

3° kan dat bedrag worden geïnvesteerd in het schrijven van scenario's en de ontwikkeling van audiovisuele werken waarvan de scenarist een contract heeft naar Belgisch recht. Deze investeringen worden meegerekend tegen het dubbele van hun bedrag;

4° kan tot maximaal 5% geïnvesteerd worden in beroepsopleiding in de audiovisuele sector;

5° mag tot maximaal 5% geïnvesteerd worden in het toegankelijk maken van audiovisuele werken voor mensen met een zintuiglijke beperking;

6° maximaal 5% geïnvesteerd worden in de nasynchronisatie of ondertiteling van audiovisuele werken;

7° omvat geen deelname in coproductie- of vooraankoop met toepassing van enige andere wettelijke verplichting of met een wettelijk voordeel.

De nadere regels voor de bijdrage in de vorm van investeringen worden bepaald door de overheid, in overeenstemming met de volgende principes:

1° de investeringen van elke dienstenuitgever voor een gelijkwaardig bedrag economische gevolgen genereren in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, behoudens afwijking voorzien door de Regering;

2° de dienstenuitgever kan de uitvoering van zijn jaarlijkse bijdrage geheel of gedeeltelijk uitstellen over de twee volgende boekjaren. Na deze termijn wordt het bedrag van de verplichting dat niet is geïnvesteerd, betaald aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector ;

3° behalve voor de bestellingen van programma's kan de dienstenuitgever, onder zijn uitsluitende verantwoordelijkheid, zijn verplichtingen geheel of gedeeltelijk aan een derde onderneming toevertrouwen;

4° begeleidingscomités worden opgericht om geïnformeerd te worden over de investeringen die elke uitgever doet en kunnen er een advies over uitbrengen. Elk begeleidingscomité is samengesteld uit vertegenwoordigers van de dienstenuitgever, de diensten van de regering en de beroepsorganisaties die de onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap en de auteurs en vertolkers van audiovisuele werken in de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen;

5° tussen elke dienstenuitgever en de diensten van de Regering kunnen, na advies van de Begeleidingscomités, overeenkomsten worden gesloten om de verplichtingen van de dienstenuitgever te richten op één of meer specifieke soorten audiovisuele werken of bestelde programma's. Deze overeenkomsten kunnen ook een bijdrage bepalen die hoger is dan de bijdrage bedoeld in paragraaf 2, of enige andere bijkomende verbintenis die de dienstenuitgever zou moeten aangaan.

§ 4. Vóór 15 februari van elk bijdragejaar stelt de dienstverlener de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector langs elektronische weg met ontvangstbevestiging in kennis van de door hem gekozen bijdragevorm. De uitgever stuurt ook een schatting van zijn omzet voor het voorgaande jaar zoals gedefinieerd in paragraaf 2. Voor het eerste activiteitenjaar wordt de informatie verstrekt binnen 30 dagen na de eerste dag van de uitgeversactiviteit. De Hoge Raad voor de Audiovisuele sector stuurt deze informatie uiterlijk 28 februari naar het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector.

Vóór 15 september van elk bijdragejaar moet de dienstenuitgever aan de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector het bewijs leveren aan de hand waarvan het bedrag van zijn omzet voor het vorige jaar, zoals gedefinieerd in paragraaf 2, kan worden vastgesteld. De Hoge Raad voor de Audiovisuele sector controleert de omzet en stuurt het bedrag van de gevalideerde omzet uiterlijk op 15 november naar het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector en naar de betrokken uitgever van televisiediensten.

Een dienstenuitgever die kiest voor een bijdrage in de vorm van een storting aan het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector moet het verschuldigde bedrag betalen vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op de aangifte van bijdrage. Bij de betaling stelt de uitgever het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector langs elektronische weg met ontvangstbevestiging in kennis van de betaling van zijn bijdrage.

Het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector dient jaarlijks bij de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector een verslag in over de naleving van de bijdrageplicht door elke dienstenuitgever, samen met de adviezen van de Begeleidingscomités. ».

**Art. 61.** Artikel 6.1.2-1 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 6.1.2-1. § 1. Elke verdeler van lineaire en niet-lineaire televisiediensten moet bijdragen aan de productie van audiovisuele werken. Deze bijdrage wordt geleverd in de vorm van investeringen in coproductie of vooraankoop van audiovisuele werken of in bestelling van programma's, ofwel in de vorm van een storting aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector.

In afwijking van het vorige lid is de door dit artikel ingevoerde bijdrage niet van toepassing op de volgende dienstverleners :

1° een dienstenuitgever die de activiteit van verdeler uitoefent om televisiediensten aan te bieden waarvoor hij krachtens dit decreet is aangegeven of erkend, waarbij deze vrijstelling enkel voor deze diensten geldt. Indien hij echter ook derde diensten aanbiedt en een gebruiker zowel de door hem uitgegeven diensten als deze van derden gebruikt, en hij opteert voor de forfaitaire bijdrage per gebruiker bedoeld in 1° van paragraaf 2, draagt hij voor deze gebruiker niet bij indien het resultaat van het percentage toegepast op de jaarlijkse inkomsten gegenereerd door deze gebruiker overeenkomstig artikel 6.1.1-1 hoger is dan de forfaitaire bijdrage bedoeld in 1° van paragraaf 2;

2° een dienstenverdelers die een aanvullend aanbod televisiediensten voorstelt wanneer hij reeds bijdraagt tot de productie van audiovisuele werken op basis van het aantal gebruikers van zijn basisaanbod bedoeld in artikel 7.2-1; die vrijstelling geldt enkel voor het aantal gebruikers die in de loop van het jaar zowel van het basisaanbod als van het aanvullende aanbod gebruik hebben gemaakt en op voorwaarde dat de verdelers heeft goedgekeurd voor de forfaitaire bijdrage per gebruiker bedoeld in 1° van paragraaf 2;

3° RTBF ;

4° nabijheidsmedia.

§ 2. De jaarlijkse bijdrage van de dienstenverdelers bedoeld in paragraaf 1 bedraagt ten minste :

1° ofwel 3,875 euro per gebruiker ten opzichte van vorig jaar. Dit bedrag wordt om de twee jaar aangepast op basis van de index van de consumptieprijzen van september 2022;

2° ofwel 3,125% van de omzet van het vorige jaar.

Indien de informatie bedoeld in paragraaf 4, eerste en tweede lid, niet binnen de gestelde termijnen is verstrekt, wordt de bijdrage van de dienstenverdelers op onweerlegbare wijze geacht 3 miljoen euro te bedragen, te betalen aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast op basis van de consumptieprijzen voor januari 2023.

De bijdrage voor het eerste boekjaar van de dienstenverdelers wordt vastgesteld op basis van het aantal gebruikers of van de omzet voor dat eerste jaar. Deze bijdrage wordt berekend tijdens het tweede boekjaar en toegevoegd aan de bijdrage berekend voor het tweede boekjaar.

Voor de toepassing van dit artikel is het aantal gebruikers, in het geval van gebruikers die een abonnement nemen, het op 30 september van het voorgaande jaar geregistreerde aantal. Voor gebruikers waarvan de woon- of verblijfplaats niet kan worden vastgesteld, geeft de verdelers het deel van het aantal gebruikers op dat overeenkomt met het percentage dat de bevolking van zijn verdelingszone in het Franse taalgebied vertegenwoordigt ten opzichte van het geheel van zijn verdelingszone. Indien zijn activiteit in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad uitsluitend verband houdt met de Franse Gemeenschap, verklaart hij het aandeel van het aantal gebruikers van wie de woon- of verblijfplaats niet kan worden vastgesteld, dat overeenstemt met het percentage dat de bevolking van zijn verdelingsgebied in het Franse taalgebied en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad vertegenwoordigt ten opzichte van de bevolking van zijn volledige verdelingszone;

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "omzet" verstaan : de som van de bedragen die de dienstenuitgever, exclusief belasting op toegevoegde waarde en auteursrechten heeft gefactureerd in verband met de verkoop van zijn aanbod aan de gebruiker en de invoering van commerciële communicatie in zijn gebruikersinterface, na aftrek van commissies en bonussen van reclamebureaus, alsmede in verband met de integratie van diensten of programma's van uitgever van televisiediensten in zijn aanbod tegen betaling.

Voor het deel van de omzet van gebruikers van wie de woon- of verblijfplaats niet kan worden vastgesteld, geeft de verdelers van diensten het deel van deze omzet op dat overeenkomt met het percentage dat de bevolking van zijn verdelingszone in het Franse taalgebied vertegenwoordigt ten opzichte van de bevolking van zijn volledige verdelingszone. Indien zijn activiteit in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad uitsluitend verband houdt met de Franse Gemeenschap, geeft hij het aandeel aan van de omzet afkomstig van gebruikers van wie de woon- of verblijfplaats niet kan worden vastgesteld, dat overeenstemt met het percentage dat de bevolking van haar verdelingszone in het Franse taalgebied en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad vertegenwoordigt ten opzichte van de bevolking van zijn volledige verdelingszone.

§ 3. Wanneer de verdelers van de diensten bijdraagt in de vorm van een investering, wordt het minimumbedrag van de bijdrage bedoeld in paragraaf 2 :

1° voor minstens 35% geïnvesteerd in de coproductie of vooraankoop van Franstalige Belgische audiovisuele werken;

2° mag maximaal 30% geïnvesteerd worden in de bestelling van programma's. Ten minste 20% van de subsidiabele investering in bestellingen van programma's betreft de schrijf- en ontwikkelingskosten;

3° kan dat bedrag worden geïnvesteerd in het schrijven van scenario's en de ontwikkeling van audiovisuele werken waarvan de scenarist een contract heeft naar Belgisch recht. Deze investeringen worden meegerekend tegen het dubbele van hun bedrag;

4° kan tot maximaal 5% geïnvesteerd worden in beroepsopleiding in de audiovisuele sector;

5° mag tot maximaal 5% geïnvesteerd worden in het toegankelijk maken van audiovisuele werken voor mensen met een zintuiglijke beperking;

6° mag tot 5% investeren in de nasynchronisatie of ondertiteling van audiovisuele werken geïnvesteerd worden.

7° omvat geen deelname in coproductie- of vooraankoop met toepassing van enige andere wettelijke verplichting of met een wettelijk voordeel.

De nadere regels voor de bijdrage in de vorm van investeringen worden bepaald door de overheid, in overeenstemming met de volgende principes:

1° de investeringen die elke dienstenverdelers in audiovisuele werken doet, voor een gelijkwaardig bedrag, economische gevolgen genereren in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, behoudens afwijking voorzien door de Regering;

2° een dienstenverdelers die bijdraagt in de vorm van investeringen, kan de uitvoering van zijn jaarlijkse bijdrage geheel of gedeeltelijk uitstellen over de twee volgende boekjaren. Na deze termijn wordt het bedrag van de verplichting dat niet is geïnvesteerd, betaald aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector ;

3° de dienstverdelers kan, onder zijn uitsluitende verantwoordelijkheid, zijn verplichtingen geheel of gedeeltelijk toevertrouwen aan een derde onderneming;

4° de begeleidingscomités worden opgericht om geïnformeerd te worden over de investeringen die elke verdelers doet en kunnen er een advies over uitbrengen. Elk begeleidingscomité is samengesteld uit vertegenwoordigers van de dienstverdelers, de diensten van de regering en de beroepsorganisaties die de onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap en de audiovisuele auteurs en uitvoerende kunstenaars van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen;

5° Tussen elke dienstenverdelers en de diensten van de Regering kunnen, na advies van de begeleidingscomités, overeenkomsten worden gesloten om de verplichtingen van de dienstenverdelers te richten naar één of meer specifieke soorten audiovisuele werken. In deze overeenkomsten kan ook een bijdrage worden vastgesteld die hoger is dan de in § 2 vastgestelde bijdrage, of enige andere aanvullende verbintenis die de dienstenverdelers zou moeten aangaan.

§ 4. Vóór 15 februari van elk bijdragejaar stelt de dienstverdelers de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector langs elektronische weg met ontvangstbevestiging in kennis van de door hem gekozen bijdragevorm. Hij vermeldt tevens zijn keuze van de in § 2 bedoelde bijdragegrondslag door ofwel het aantal gebruikers in het voorgaande jaar ofwel een raming van zijn omzet in het voorgaande jaar, zoals omschreven in § 2, mee te delen. Voor het eerste jaar van activiteit wordt informatie over de keuze van de bijdragevorm en de grondslag binnen 30 dagen na de eerste dag van de verdelingsactiviteit meegedeeld. De Hoge Raad voor de Audiovisuele sector stuurt deze informatie uiterlijk 28 februari naar het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector.

Wanneer de verdelers voor een op de omzet gebaseerde bijdrage heeft gekozen, moet hij vóór 15 september van elk bijdragejaar aan de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector bewijsstukken overleggen aan de hand waarvan hij het bedrag van zijn omzet over het voorgaande jaar, zoals gedefinieerd in § 3, kan vaststellen. De Hoge Raad voor de Audiovisuele sector controleert de omzet en stuurt het bedrag van de gevalideerde omzet uiterlijk op 15 november naar het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector en naar de betrokken uitgever van televisiediensten.

Een dienstenverdelers die ervoor kiest om een bijdrage te betalen aan het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector moet het verschuldigde bedrag betalen vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op de aangifte van de bijdrage. Bij de betaling stelt de uitgever het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector langs elektronische weg met ontvangstbevestiging in kennis van de betaling van zijn bijdrage.

Het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector dient jaarlijks bij de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector een verslag in over de naleving van de bijdrageplicht door elke dienstenverdelers, samen met de adviezen van de begeleidingscomités. ».

**Art. 62.** Artikel 6.2.1-1 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Artikel 6.2.1-1. De regering kan steun verlenen voor het schrijven, ontwikkelen en produceren van audiovisuele werken door Franstalige Belgische initiatieven in de vorm van fictie, documentaires en animatieseries. ».

**Art. 63.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 6.2.1-2 ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel 6.2.1-2. Om voor steun in aanmerking te komen, moet de aanvraag :

1° worden ingediend door een onafhankelijke producent ;

2° bewijzen dat de onafhankelijke producent de rechten op het te produceren werk bezit;

3° de vaste verbintenis bevatten van één of meer uitgever van televisieomroepdiensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen of externe uitgever om een bedrag bij te dragen dat ten minste gelijk is aan het bedrag van de toegekende steun. ».

**Art. 64.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 6.2.1-3 ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel 6.2.1-3. De regering bepaalt de procedures voor het verlenen, goedkeuren en uitbetalen van steun, en de minimum- en maximumbedragen die aan series kunnen worden toegekend, overeenkomstig de volgende beginselen :

1° de steun kan enkel worden uitbetaald aan de begunstigen van wie de maatschappelijke zetel, een vast agentschap of een vaste inrichting gevestigd is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

2° de minimum- en maximumbedragen die aan series worden toegekend, worden bepaald naargelang het type bijstand en naargelang het gaat om fictie, documentaire of animatie;

3° de toegekende steun, gecumuleerd met andere overheidssteun, mag niet meer bedragen dan vijftig procent van het budget van het audiovisuele werk, met uitzondering van moeilijke audiovisuele werken in de zin van artikel 12 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de steun aan de cinematografische en audiovisuele creatie;

4° het volledige bedrag van de toegekende steun moet in België worden uitgegeven en het grootste deel in het Franstalige gebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad. Deze verplichting is beperkt tot een bedrag van tachtig procent van het seriebudget.

5° de steun bedoeld in artikel 6.2.1-2 is onderworpen aan Verordening nr. 651/2014 van de Europese Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun verenigbaar met de interne markt worden verklaard op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag, in het bijzonder artikel 54. ».

**Art. 65.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 6.2.1-4 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 6.2.1-4. § 1. Er is een commissie series opgericht.

§ 2. De Commissie bestaat uit minimaal 15 leden en maximaal 35 leden die de volgende beroepscategorieën vertegenwoordigen en aanzienlijke ervaring hebben op het gebied van series:

Producenten ;

Auteurs: scenarioschrijvers en regisseurs ;

Technici ;

Acteurs ;

Internationale verkopers ;

Vertegenwoordigers van culturele onderwerpen (leraren, journalisten, experts, enz.).

De leden van de Commissie worden benoemd door de regering voor een termijn van twee jaar, die tweemaal kan worden verlengd, zonder dat meer dan vijftig procent van de leden tot dezelfde beroepscategorie behoort.

De Commissie komt bijeen in werksessies, waarvan de samenstelling is gericht op een evenwichtige vertegenwoordiging van de verschillende sectoren en beroepen en een gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen. Aan elke werksessie mag niet meer dan vijftig procent van de leden van dezelfde beroepscategorie bedoeld in het eerste lid deelnemen.

§ 3. De Commissie series brengt een gemotiveerd advies uit over de toekenning van een subsidie aan het project en over het bedrag van de subsidie. Hiervoor gebruikt het de volgende evaluatiecriteria:

1° de culturele, artistieke en technische aspecten van het project;

2° de kenmerken van het project ;

3° het culturele belang van het project voor de Franse Gemeenschap;

- 4° de Belgische verankering van het subject en het universum ;
- 5° de financiële haalbaarheid van het artistieke project;
- 6° de adequatie tussen het project en het doelpubliek;
- 7° technische, creatieve en financiële steun van de uitgever voor het project.

§ 4. De regering bepaalt :

- 1° de werkwijze van de Commissie en de minimuminhoud van haar huishoudelijk reglement;
- 2° het bedrag van het presentiegeld ;
- 3° het bedrag van de afleestoelagen.
- 4° de reiskosten van zijn leden.

**Art. 66.** In artikel 6.2.2-2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragraaf 1, derde lid, wordt vervangen als volgt : “De forfaitaire bedragen en de omzetschalen bedoeld in het vorige lid kunnen jaarlijks worden aangepast op basis van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2008”;

2° in paragraaf 1, vierde lid, wordt het woord “Onder” vervangen door de woorden “Voor de toepassing van dit artikel, onder”;

3° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “dat ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “De elektronische post” en worden de woorden “aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “van de elektronische post”;

4° in paragraaf 5, tweede lid, worden de woorden “het ter post aangetekende schrijven” vervangen door de woorden “van de elektronische post”;

5° in paragraaf 5, vierde lid, worden de woorden “aangetekende brief” vervangen door de woorden “langs elektronische weg met ontvangstbevestiging”.

**Art. 67.** In artikel 6.2.2-4 van hetzelfde decreet worden de woorden “wordt jaarlijks aangepast op basis van het gewone indexcijfer 01.01.2009 = 100 volgens de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen zoals vastgesteld bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen. ” vervangen door de woorden “wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de index van de consumptieprijzen voor januari 2009. ».

**Art. 68.** In artikel 6.2.2-7 van hetzelfde decreet worden de woorden « 8.2.1-12 » telkens vervangen door de woorden « 3.5.0-12 ».

**Art. 69.** Artikel 7.1-1. van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 70.** In artikel 7.1-4, § 1, van hetzelfde decreet wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt : “In afwijking van het eerste en het tweede lid is RTBF niet onderworpen aan de bepalingen van dit artikel wanneer zij diensten van nabijheidsmedia verdeelt. ».

**Art. 71.** In artikel 7.2-2, § 1, 3° van hetzelfde decreet worden de woorden « een dienst van » ingevoegd tussen het woord « waaronder » en het woord « TV5Monde ».

**Art. 72.** In hetzelfde besluit wordt titel III “VERDELING VAN AUDIOVISUELE MEDIADIENSTEN VIA TERRESTRISCHE DIGITALE HERTZGOLVEN” van boek VII opgeheven.

**Art. 73.** In artikel 8.1.1-2, § 1, vierde lid, 3°, van hetzelfde decreet worden de woorden « 8.1.3-5 et 8.1.3-6 » vervangen door de woorden « 8.3.2-1, § 4 en 8.3.2-2 ».

**Art. 74.** In artikel 8.1.3-5, § 1, tweede lid, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden “; onder “aansluitnetwerk” wordt verstaan: een door de transmissiesignalen gebruikt fysiek kanaal dat het netwerkaansluitpunt verbindt met een hoofdverdelers of elke andere vergelijkbare voorziening van het vaste elektronische communicatienetwerk;” vervangen door de woorden “zoals gedefinieerd in artikel 1.3-1, 3°/1”.

**Art. 75.** In hetzelfde decreet wordt titel II van boek VIII opgeheven.

**Art. 76.** In artikel 9.1.2-1, § 1, eerste lid, 5°, van hetzelfde decreet worden de woorden « 8.2.1-6, 8.2.1-10 en 8.2.1-16 » vervangen door de woorden « 3.5.0-6, 3.5.0-10 en 3.5.0-16 ».

**Art. 77.** In artikel 9.1.2-2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden “, op voorstel van het Bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector,” ingevoegd tussen het woord “wijst” en het woord “in”;

2° in paragraaf 2, vijfde lid, wordt het woord “De” vervangen door de woorden “Op voorstel van het Bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, de”;

3° in paragraaf 2, zesde lid, wordt het woord “Regering” telkens vervangen door de woorden “Bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector”;

4° in paragraaf 4, 2°, wordt het woord “vicevoorzitters” vervangen door het woord “vicevoorzitter”.

**Art. 78.** In artikel 9.1.2-7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “de vier leden” vervangen door “de twee leden”;

2° in paragraaf 1, eerste lid, wordt de zin “Ingeval een lid vervangen wordt, voltooit het plaatsvervangende lid het lopende mandaat.” » opgeheven ;

3° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “de tien leden” vervangen door de woorden “de acht leden”;

4° in paragraaf 2, 6°, wordt het woord “vicevoorzitters” vervangen door “vicevoorzitter” ;

5° in paragraaf 6 worden de woorden “9.1.2-3, § 1, 12°” vervangen door de woorden “9.1.2-3, § 1, 13°”.

**Art. 79.** In artikel 9.1.3-3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “9.1.2-6” worden telkens vervangen door de woorden “9.1.2-7” ;

2° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “en de eerste, tweede en derde vicevoorzitter” vervangen door “en een vicevoorzitter”;

3° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “in naleving van de evenredige vertegenwoordiging van de bestaande democratische politieke strekkingen binnen het Parlement van de Franse Gemeenschap” vervangen door de woorden “door ervoor te zorgen dat zij niet tot dezelfde democratische politieke groep behoren die in het Parlement van de Franse Gemeenschap erkend is”;

4° in de paragrafen 2 en 5 wordt het woord “vicevoorzitters” vervangen door het woord “vicevoorzitter”;

5° in paragraaf 3 worden de woorden “ van een vicevoorzitter” vervangen door “van de vicevoorzitter”;

6° in paragraaf 4 worden de woorden “de vicevoorzitters” vervangen door “de vicevoorzitter”.

**Art. 80.** Artikel 9.1.4-2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 9.1.4-2. Artikel 9.1.5-6 is van toepassing op de onderzoekssecretaris. ».

**Art. 81.** Artikel 9.1.5-2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 9.1.5-2. De voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector zit van rechtswege de Colleges voor. De vicevoorzitter woont alle vergaderingen van de Colleges en is stemgerechtigd. Bij verhindering van de voorzitter wordt deze vervangen door de vicevoorzitter. Het huishoudelijk reglement van het college bepaalt de nadere regels voor deze vervanging. ».

**Art. 82.** In artikel 9.1.5-5 van hetzelfde decreet worden de woorden « de vicevoorzitters » vervangen door de woorden « de vicevoorzitter ».

**Art. 83.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 9.1.5-6 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 9.1.5-6. De onverenigbaarheden bedoeld in artikel 9.1.2-7, §§ 2 en 3, zijn van toepassing op de personeelsleden van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector.

De personeelsleden van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector zijn ertoe gehouden de deontologische regels na te leven die vastgelegd zijn in de huishoudelijke reglementen van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector. ».

**Art. 84.** In artikel 9.2.2-5, § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden “van het onderzoekssecretariaat” opgeheven.

**Art. 85.** Artikel 10.2.2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : “Artikel 7.2-2, § 1, eerste lid, 3°, treedt in werking twee jaar na de inwerkingtreding van dit decreet. ».

**Art. 86.** In de artikelen 1.1-3, § 1, 3.1.3-7, § 2, tweede lid, 4°, en 6.2.2-1, § 1, tweede lid, wordt het woord « dienstuitgever » vervangen door het woord « dienstenuitgever ».

#### HOOFDSTUK 2. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 87.** De omzetpercentages die bedoeld zijn in artikel 6.1.1-1, § 2, eerste lid, treden in werking met ingang van 1 januari 2027.

Tussen 1 januari 2024 en 1 januari 2027 zijn de omzetpercentages per jaar van toepassing als volgt:

Omzetniveaus	2024	2025	2026
Minder dan 700.000 euro	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Meer dan of gelijk aan 700.000 euro en minder dan 10 miljoen euro	1,52 %	1,68 %	1,84 %
Hoger dan of gelijk aan 10 miljoen euro en lager dan 20 miljoen euro	1,94 %	2,13 %	2,31 %
Hoger dan of gelijk aan 20 miljoen euro en lager dan 30 miljoen euro ;	2,20 %	2,47 %	2,73 %
Hoger dan of gelijk aan 30 miljoen euro en lager dan 45 miljoen euro ;	2,46 %	2,81 %	3,15 %
Hoger dan of gelijk aan 45 miljoen euro en lager dan 60 miljoen euro ;	2,61 %	3,16 %	3,70 %
Hoger dan of gelijk aan 60 miljoen euro en lager dan 75 miljoen euro ;	2,76 %	3,51 %	4,25 %
Hoger dan of gelijk aan 75 miljoen euro en lager dan 90 miljoen euro ;	2,91 %	3,86 %	4,80 %
Hoger dan of gelijk aan 90 miljoen euro en lager dan 105 miljoen euro	3,06 %	4,21 %	5,35 %
Hoger dan of gelijk aan 105 miljoen euro en lager dan 120 miljoen euro ;	3,21 %	4,56 %	5,90 %



Omzetniveaus	2024	2025	2026
Hoger dan of gelijk aan 120 miljoen euro en lager dan 135 miljoen euro ;	3,36 %	4,91 %	6,45 %
Hoger dan of gelijk aan 135 miljoen euro en lager dan 150 miljoen euro ;	3,51 %	5,26 %	7 %
Hoger dan of gelijk aan 150 miljoen euro	3,66 %	5,61 %	7,55 %

Aan het einde van het tweede jaar na de inwerkingtreding en aan het einde van het vijfde jaar wordt onder toezicht van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector een impactstudie uitgevoerd met betrekking tot de toepassing van de bijdragepercentages bedoeld in het vorige lid en de absorptiecapaciteit van de lokale markt voor deze investeringen, indien nodig met de steun van de diensten van de Regering.

**Art. 88.** Het bedrag per gebruiker en het percentage van de omzet bedoeld in artikel 6.1.2-1, § 2, eerste alinea, treden in werking met ingang van 1 januari 2027.

Voor 2024 is het bedrag per gebruiker vastgesteld op 3,294 euro en het percentage van de omzet op 2,656%.

Voor 2025 is het bedrag per gebruiker vastgesteld op 3,487 euro en het percentage van de omzet op 2,812%.

Voor 2026 is het bedrag per gebruiker vastgesteld op 3,681 euro en het percentage van de omzet op 2,968%.

Aan het einde van het tweede jaar na de inwerkingtreding en aan het einde van het vijfde jaar wordt onder toezicht van de Hoge Raad van de Audiovisuele sector een impactstudie uitgevoerd met betrekking tot de toepassing van de bijdragepercentages bedoeld in de vorige leden en de absorptiecapaciteit van de lokale markt voor deze investeringen, indien nodig met de steun van de diensten van de regering.

**Art. 89.** Dit decreet werd bekendgemaakt overeenkomstig de Richtlijn (EU) 2015/1535 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij.

**Art. 90.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

De Regering is bevoegd om de decreten die zijn genomen met toepassing van de artikelen 6.1.1-1, 6.1.2-1, 6.2.1-1, 6.2.1-2, 6.2.1-3 en 6.2.1-4 te laten terugwerken tot ten vroegste 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 december 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen  
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 611-1 - Commissieamendement(en), nr. 611-2 - Commissieverslag, nr. 611-3 - Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 611-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 611 -5.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 6 december 2023.

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2023/205744]

#### 27. FEBRUAR 2023 — Dekret zur Schaffung eines Beirats für Gesundheit (1)

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

##### Artikel 1 - Schaffung

Es wird ein Beirat für Gesundheit geschaffen.

##### Art. 2 - Aufgaben

Die Aufgaben des Beirats umfassen: